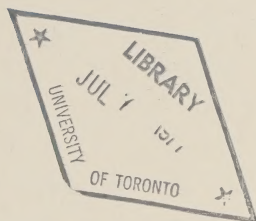


CA26N TR

-77P51

Government  
Publications

# Pourquoi la Confédération vaut les dollars qu'elle coûte



Réimpression de deux documents soumis lors de la  
présentation du Budget de l'Ontario, 1977



L'honorable W. Darcy McKeough  
Trésorier de l'Ontario



# **Pourquoi la Confédération vaut les dollars qu'elle coûte**


1ère partie: Documents budgétaire E

**L'impact de la fiscalité fédérale à travers le Canada . . . . . iii**

2ème partie: Rapport complémentaire au Budget de l'Ontario

**L'emploi, les tarifs et le flux des échanges commerciaux  
entre les provinces du Canada . . . . . 33**

L'honorable W. Darcy McKeough  
Trésorier de l'Ontario



Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115461907>

# L'impact de la fiscalité fédérale à travers le Canada

## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	1
<b>I Trois méthodes pour mesurer les gains et pertes des provinces</b> .....	1
<b>II Excédent enregistré par le gouvernement fédéral depuis 1961 relativement à ses activités en Ontario (méthode des comptes nationaux)</b> .....	2
<b>III Répartition des revenus et dépenses du gouvernement fédéral entre les provinces (méthodes des comptes publics)</b> .....	3
<b>IV Capacité d'imposition du gouvernement fédéral dans chaque province</b> .....	7
<b>Conclusion</b> .....	8
<b>Appendice 1</b>	
Tableau 1-1 Détail des comptes nationaux du gouvernement fédéral. Revenus et dépenses en Ontario .....	10
Principales différences entre l'évaluation des activités du gouvernement fédéral selon la méthode des comptes publics et selon la méthode des comptes nationaux .....	11
Tableau 1-2 Rajustements préliminaires entre la méthode des comptes nationaux et la méthode des comptes publics .....	12
<b>Appendice 2</b>	
Méthodologie pour la répartition des principaux postes de revenus des comptes publics .....	13
Méthodologie pour la répartition des principaux postes de dépenses des comptes publics .....	14
<b>Appendice 3</b>	
Tableau 3-1 Impact de la fiscalité fédérale à travers le Canada, 1961-62 .....	16
Tableau 3-2 Répartition des revenus, 1961-62 .....	17
Tableau 3-3 Répartition des dépenses, 1961-62 .....	18
Tableau 3-4 Rajustements, 1961-62 .....	19

Tableau 3-5	Impact de la fiscalité fédérale à travers le Canada, 1968-69 .....	20
Tableau 3-6	Répartition des revenus, 1968-69 .....	21
Tableau 3-7	Répartition des dépenses, 1968-69 .....	22
Tableau 3-8	Rajustements, 1968-69 .....	23
Tableau 3-9	Impact de la fiscalité fédérale à travers le Canada, 1975-76 .....	24
Tableau 3-10	Répartition des revenus, 1975-76 .....	25
Tableau 3-11	Répartition des dépenses, 1975-76 .....	26
Tableau 3-12	Rajustements, 1975-76 .....	27
 <b>Appendice 4</b>		
Tableau 4-1	Population et assiette de l'impôt, par province, 1974...	28
Tableau 4-2	Comparaison entre le revenu provincial per capita, avant et après les transferts fédéraux au titre de la péréquation, 1966-67 et 1971-72 .....	29
Tableau 4-3	Paiements de péréquation exprimés en pourcentage du revenu brut tiré de sources propres, par province, 1971-72 .....	30
Tableau 4-4	Transferts fédéraux exprimés en pourcentage du revenu général brut, par province, 1971-72 .....	31



# L'impact de la fiscalité fédérale à travers le Canada

## Introduction

L'un des éléments importants du débat actuel sur les mérites de la Confédération est l'impact de la fiscalité fédérale sur les différentes provinces. En 1970, le Ministère du Trésor de l'Ontario a mesuré l'impact de la fiscalité fédérale dans la province de l'Ontario et a montré l'importance de cette province en tant que génératrice de richesse et de ressources fiscales pour tout le pays.<sup>1</sup> Récemment, le gouvernement du Québec a présenté une étude visant à démontrer que l'existence même du gouvernement fédéral a coûté aux Québécois "la jolie somme de \$4,3 milliards" au cours des 15 dernières années.<sup>2</sup> Le gouvernement du Canada a publié par la suite un document contestant la méthodologie et les interprétations du Québec et montrant que les \$4,3 milliards constituaient "une impasse financière tout à fait fictive".<sup>3</sup>

Jusqu'à ce qu'une étude complète soit réalisée, les controverses au sujet des gains financiers et des pertes imputables à la Confédération continueront de se développer. Le présent document budgétaire expose le résultat des études effectuées par l'Ontario au sujet de la répartition entre les provinces des revenus et dépenses du gouvernement fédéral et des opérations des sociétés de la Couronne. Ce document confirme que le système fédéral canadien assure la redistribution des ressources des provinces les plus riches au bénéfice des provinces les plus pauvres, et ce pour le plus grand bien de tous les Canadiens.

## I Trois méthodes pour mesurer les gains et pertes des provinces

Il y a bien des façons de mesurer l'impact de la fiscalité fédérale dans les différentes provinces. L'une de ces méthodes consiste à détailler le contenu du produit national brut pour le secteur fédéral, tel que compilé dans les *Comptes nationaux*, et de faire ressortir ses composantes provinciales, de façon à montrer le déficit ou l'excédent attribuable à chacune des provinces pour chaque année civile. Cependant, comme l'explique le document récemment publié à ce sujet par le gouvernement fédéral, la méthode des comptes nationaux comporte plusieurs faiblesses lorsqu'elle sert à établir un bilan des effets interprovinciaux

<sup>1</sup>Voir: l'honorable C. A. MacNaughton, "The Structure of Public Finance in Ontario", dans le Budget de l'Ontario pour 1970 (Toronto, Ministère du Trésor et de l'Économie, 1970).

<sup>2</sup>Voir: Comptes économiques du Québec (Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, mars 1977).

<sup>3</sup>Voir: Observations préliminaires sur les comptes économiques du Québec (Ottawa, Bureau des relations fédérales-provinciales, gouvernement du Canada, 5 avril 1977).

des activités économiques et fiscales<sup>4</sup> du gouvernement fédéral. Une méthode plus adéquate consiste à répartir entre les provinces les revenus et les dépenses du gouvernement du Canada pour chaque année financière tels qu'ils apparaissent dans les *Comptes publics du Canada*. Cette dernière méthode constitue une approche plus globale et plus fiable. Elle tient compte de chaque dollar réellement prélevé et dépensé par le gouvernement du Canada; elle couvre les dépenses fédérales à l'étranger qui doivent être payées par les Canadiens; de plus, ces chiffres ne sont pas soumis à une révision périodique comme c'est le cas pour les données des comptes nationaux. Quelle que soit la procédure utilisée, c'est nettement la tâche de Statistique Canada de veiller à ce qu'une méthodologie commune soit employée et que des résultats comparables soient obtenus.

Une troisième méthode consiste à comparer la capacité relative du gouvernement fédéral de prélever des revenus dans chacune des provinces; on utilise pour ce faire les mêmes règles que celles appliquées pour la *Formule de Péréquation*. Cette méthode couvre uniquement l'aspect revenu des transactions effectuées par le gouvernement fédéral; cependant, elle présente l'avantage d'utiliser des données qui sont reconnues par toutes les provinces comme une base équitable pour la distribution des paiements de péréquation. Les conclusions tirées par l'Ontario concernant la redistribution fiscale, suite à l'application de chacune des ces trois méthodes, sont exposées dans les différentes sections du présent rapport.

## **II Excédent enregistré par le gouvernement fédéral depuis 1961 relativement à ses activités en Ontario (méthode des comptes nationaux)**

Depuis 1974, le budget annuel de l'Ontario montre quelle proportion du dollar fiscal correspond à l'excédent enregistré par le gouvernement fédéral suite à ses opérations dans la province. Cette contribution nette au Canada a été calculée en utilisant essentiellement l'approche des comptes nationaux, de telle sorte qu'on puisse en tenir compte pour déterminer au niveau provincial la politique de stabilisation appropriée.<sup>5</sup> Cependant, ces estimations préparées par l'Ontario comportent des améliorations importantes par rapport aux données compilées par Statistique Canada; entre autres on y trouve une distribution réaliste des impôts indirects perçus par le gouvernement fédéral.

Le tableau 1 résume l'impact de la fiscalité fédérale en Ontario, de 1961 à 1976, selon la méthode des comptes nationaux. Ce tableau montre que, chaque année, le gouvernement fédéral a recueilli en Ontario des recettes fiscales beaucoup plus considérables que les sommes qu'il a dépensées dans la province. Cet excédent enregistré en Ontario par le secteur fédéral a augmenté en importance au cours des périodes de croissance économique rapide alors que son ampleur diminuait au cours des périodes de récession. Au cours des 16 années considérées, les activités du gouvernement fédéral en Ontario ont cependant généré un surplus cumulatif de plus de \$26 milliards, destiné à être redistribué dans les autres régions du Canada. Le gouvernement de l'Ontario a accepté d'appuyer cette réallocation des ressources afin de réduire l'importance des disparités régionales et de renforcer la Confédération.

<sup>4</sup>*Ibid.*

<sup>5</sup>Voir: l'honorable W. D. McKeough, "Fiscal Policy Management in Ontario", Budget de l'Ontario pour 1972 (Toronto, Ministère du Trésor, de l'Économie et des Affaires intergouvernementales, 1972).



L'activité du gouvernement fédéral en Ontario  
d'après la méthode des comptes nationaux  
(en millions de \$)

Tableau 1

	Revenus	Dépenses	Excédent enregistré en Ontario
1961	3,044	2,370	674
1962	3,109	2,553	556
1963	3,276	2,627	649
1964	3,751	2,752	999
1965	4,216	2,911	1,305
1966	4,627	3,352	1,275
1967	5,007	3,774	1,233
1968	5,697	4,278	1,419
1969	6,735	4,716	2,019
1970	7,207	5,350	1,857
1971	7,998	6,036	1,962
1972	9,051	6,933	2,118
1973	10,389	7,763	2,626
1974	12,705	9,585	3,120
1975 (est.)	13,519	11,601	1,918
1976 (est.)	15,475	13,049	2,426
Total cumulatif	115,806	89,650	26,156

Remarque: on trouvera en appendice 1 le détail des revenus et dépenses ainsi que la mention des sources et l'explication de la méthodologie utilisée.

### III Répartition des revenus et dépenses du gouvernement fédéral entre les provinces (méthode des comptes publics)

Le 22 juillet 1964, le Ministre des Finances a soumis à la Chambre des Communes les résultats d'une étude dans laquelle les revenus et dépenses du gouvernement du Canada d'après les comptes publics (pour 1961-62) étaient détaillés pour donner les composantes relatives à chacune des provinces. Cette étude historique indiquait que dans le cas de chaque province, sauf l'Ontario, les comptes fédéraux se soldaient par un déficit pour l'année financière considérée. La présente recherche de l'Ontario continue le travail entrepris lors de cette première étude afin d'en mettre à jour les résultats et d'analyser les tendances à long terme de la redistribution fiscale à l'intérieur du Canada.

La recherche menée par l'Ontario diffère de l'étude fédérale originale sous trois aspects importants: la méthodologie, l'envergure et le nombre d'années considérées. La méthodologie utilisée par l'Ontario visait à minimiser les jugements subjectifs ou les répartitions par procuration; elle a été délibérément structurée de façon à produire les résultats les moins favorables pour l'Ontario. En d'autres mots, cette méthodologie est orientée de façon à générer des chiffres peu élevés au chapitre des revenus du secteur fédéral et des chiffres élevés relativement aux dépenses du secteur fédéral en Ontario; de cette façon, il y a sous-évaluation de l'importance de l'excédent enregistré par le gouvernement fédéral en Ontario, excédent qui contribue à financer l'aide fédérale apportée aux autres provinces. De par son envergure, l'étude menée par l'Ontario tient compte des activités des sociétés de la Couronne à cause de la distribution inégale, dans les provinces, de ces entités fédérales

Excédent ou (déficit) du gouvernement fédéral dans chaque province, d'après la méthode des comptes publics  
(en millions de \$)

Tableau 2

	1961-62	1968-69	1975-76
Terre-Neuve	(124)	(206)	(666)
Ile du Prince-Édouard	(41)	(139)	(230)
Nouvelle-Écosse	(310)	(400)	(1,369)
Nouveau-Brunswick	(203)	(337)	(866)
Québec	101	(190)	(2,252)
ONTARIO	370	820	1,080
Manitoba	(139)	(209)	(525)
Saskatchewan	(194)	(144)	(305)
Alberta	(135)	2	1,364
Colombie-Britannique	(72)	180	503
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	(26)	(45)	(286)
CANADA	(773)	(668)	(3,552)

Impact de la fiscalité fédérale à travers le Canada, 1961-62  
(en millions de \$)

Tableau 3

	Revenus	Dépenses	Excédent ou (déficit)
Terre-Neuve	101	225	(124)
Ile du Prince-Édouard	24	65	(41)
Nouvelle-Écosse	224	534	(310)
Nouveau-Brunswick	167	370	(203)
Québec	1,881	1,780	101
ONTARIO	3,251	2,881	370
Manitoba	380	519	(139)
Saskatchewan	331	525	(194)
Alberta	573	708	(135)
Colombie-Britannique	797	869	(72)
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	19	45	(26)
CANADA	7,748	8,521	(773)

importantes.<sup>6</sup> Finalement, la recherche menée par l'Ontario couvre trois années financières : 1961-62, 1968-69 et 1975-76.

- L'année financière 1961-62 a été étudiée à nouveau de façon à comparer les résultats obtenus par l'Ontario avec les résultats déjà publiés.
- L'année financière 1968-69 a été choisie parce que le budget fédéral était presque en situation d'équilibre cette année-là.
- L'année financière 1975-76 a été choisie de façon à présenter des résultats aussi récents que possible.

<sup>6</sup>L'étude soumise par le Ministre des Finances en 1961-62 soulignait l'importance de tenir compte des activités des sociétés de la Couronne "afin de présenter un tableau complet de l'impact du secteur fédéral sur l'économie . . ." Les observations préliminaires soumises par Ottawa le 5 avril 1977, en réponse à l'étude publiée par le Québec, mentionnent également l'importance de tenir compte des activités des sociétés de la Couronne pour préparer un bilan financier réaliste des activités fédérales au Québec.

Impact de la fiscalité fédérale à travers le Canada, 1968-69  
(en millions de \$)

Tableau 4

	Revenus	Dépenses	Excédent ou (déficit)
Terre-Neuve	260	466	(206)
Ile du Prince-Édouard	39	178	(139)
Nouvelle-Écosse	404	804	(400)
Nouveau-Brunswick	279	616	(337)
Québec	3,077	3,267	(190)
ONTARIO	5,985	5,165	820
Manitoba	604	813	(209)
Saskatchewan	525	669	(144)
Alberta	1,100	1,098	2
Colombie-Britannique	1,582	1,402	180
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	49	94	(45)
CANADA	13,904	14,572	(668)

Impact de la fiscalité fédérale à travers le Canada, 1975-76  
(en millions de \$)

Tableau 5

	Revenus	Dépenses	Excédent ou (déficit)
Terre-Neuve	576	1,242	(666)
Ile du Prince-Édouard	101	331	(230)
Nouvelle-Écosse	1,016	2,385	(1,369)
Nouveau-Brunswick	793	1,659	(866)
Québec	7,387	9,639	(2,252)
ONTARIO	14,059	12,979	1,080
Manitoba	1,440	1,965	(525)
Saskatchewan	1,467	1,772	(305)
Alberta	4,210	2,846	1,364
Colombie-Britannique	4,547	4,044	503
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	125	411	(286)
CANADA	35,721	39,273	(3,552)

La méthodologie adoptée par l'Ontario pour répartir les différents postes des comptes publics est exposée dans l'appendice 2. On trouvera en appendice 3 des tableaux détaillés concernant la répartition des revenus et des dépenses du secteur fédéral pour les trois années financières considérées; d'autres tableaux exposent également en détail les rajustements effectués par rapport aux données figurant dans les *Comptes publics du Canada*.

Les résultats obtenus par l'Ontario, en utilisant la méthode des comptes publics pour mesurer l'impact fiscal, sont résumés dans le tableau 2, ci-après, et apparaissent en détail dans les tableaux 3, 4 et 5. Les résultats pour 1961-62 confirment que l'activité du gouvernement fédéral s'est soldée en Ontario par un excédent substantiel; au Québec, le gouvernement fédéral a également enregistré un léger excédent. En 1968-69, le gouvernement fédéral a enregistré un excédent dans trois provinces: l'Ontario, la Colombie-Britannique et l'Alberta; si l'on se réfère aux résultats nets obtenus, les sept autres provinces furent

toutes bénéficiaires. En 1975-76, le gouvernement fédéral a enregistré un excédent plus considérable en Alberta qu'en Ontario, ceci étant dû pour une large part à l'impôt fédéral sur les exportations de pétrole et de gaz naturel. Pour cet exercice, la contribution totale des trois provinces où le gouvernement fédéral a enregistré des excédents s'est élevée à près de \$3 milliards. Cependant, les déficits enregistrés par le gouvernement fédéral dans les autres provinces se sont accrues de façon dramatique en 1975-76 pour atteindre \$2.2 milliards au Québec et \$6.5 milliards au total dans les six autres provinces. Les subsides créés par l'établissement d'un prix national pour le pétrole ont constitué à eux seuls une redistribution de \$1.6 milliard de revenus de l'Ouest vers l'Est, alors que les paiements de péréquation représentaient un autre \$1.9 milliard.

Le tableau 6 illustre d'une autre façon la redistribution interprovinciale effectuée par le biais des programmes fiscaux du gouvernement du Canada et des activités des sociétés de la Couronne. Dans ce tableau, le pourcentage du revenu total du secteur fédéral qui est perçu dans chaque province est comparé au pourcentage des dépenses totales qui sont effectivement encourues dans chaque province. En 1975-76, par exemple, les trois provinces où le gouvernement fédéral a enregistré un excédent, soit l'Ontario, la Colombie-Britannique et l'Alberta, ont contribué au revenu national dans une proportion atteignant presque les deux tiers, alors qu'elles n'ont reçu en retour que la moitié des dépenses effectuées sur le plan national. Le Québec, pour sa part, a contribué dans une proportion de 21 pour-cent au revenu total du secteur fédéral et a bénéficié en retour de près de 25 pour-cent des dépenses totales effectuées par Ottawa. Cette comparaison entre le pourcentage des sommes payées et reçues par chacune des provinces met en lumière la redistribution fiscale qui se produira, même lorsqu'il y aura un équilibre budgétaire dans les comptes publics pour le Canada dans son entier.

Pourcentage des revenus et dépenses du gouvernement fédéral dans chaque province (pour-cent) Tableau 6

	1961-62		1968-69		1975-76	
	Revenus	Dépenses	Revenus	Dépenses	Revenus	Dépenses
Terre-Neuve	1.3	2.6	1.9	3.2	1.6	3.2
Ile du Prince-Édouard	.3	.8	.3	1.2	.3	.8
Nouvelle-Écosse	2.9	6.3	2.9	5.5	2.8	6.1
Nouveau-Brunswick	2.1	4.3	2.0	4.2	2.2	4.2
Québec	24.3	20.9	22.1*	22.4*	20.7*	24.5*
ONTARIO	42.0	33.8	43.0	35.5	39.4	33.1
Manitoba	4.9	6.1	4.3	5.6	4.0	5.0
Saskatchewan	4.3	6.2	3.8	4.6	4.1	4.5
Alberta	7.4	8.3	7.9	7.5	11.8	7.2
Colombie-Britannique	10.3	10.2	11.4	9.6	12.7	10.3
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	.2	.5	.4	.7	.4	1.1
CANADA	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

\*Ces chiffres reflètent les arrangements fiscaux particuliers négociés avec le Québec en 1964-65. En vertu de ces arrangements spéciaux, certains paiements de transfert versés au Québec par le gouvernement fédéral ont été remplacés par un abattement de l'impôt fédéral sur le revenu dans cette province.

## IV Capacité d'imposition du gouvernement fédéral dans chaque province

La *Formule de Péréquation* est peut-être la méthode la plus juste et la plus objective pour mesurer l'aspect revenu des activités fiscales du gouvernement fédéral dans chaque province. Cette méthode procède à partir de données acceptées par toutes les provinces aux fins du calcul des paiements de péréquation. Elle consiste à mesurer l'assiette de l'impôt, per capita, dans chaque province, pour déterminer s'il y a excès ou carence par rapport à la moyenne nationale. Bien que la *Formule de Péréquation* soit basée sur les sources de revenu du secteur provincial, elle n'en demeure pas moins directement applicable pour l'évaluation de la capacité d'imposition du gouvernement fédéral puisque, dans les principaux champs de taxation, les assiettes de l'impôt fédéral et provincial sont identiques ou très comparables. Les indices de péréquation pour ces sources de revenu telles que l'impôt sur le revenu des particuliers, l'impôt sur le profit des corporations, la taxe de vente, les taxes sur le tabac, le carburant et l'alcool, permettent par conséquent de comparer la capacité du gouvernement fédéral de prélever des impôts dans les différentes provinces.

Le tableau 7, préparé à partir des données relatives à la péréquation pour 1975, compare la capacité de prélever des impôts dans chacune des provinces. Ce tableau confirme que l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique sont les seules provinces où l'assiette de l'impôt est supérieure à la moyenne et où, de ce fait, Ottawa peut percevoir des recettes fiscales supérieures à la moyenne. Ce tableau démontre également sans équivoque que, dans les sept autres provinces qui reçoivent des paiements de péréquation, l'assiette fiscale est inférieure à la moyenne.<sup>7</sup> En 1975, la capacité du gouvernement fédéral de percevoir

Assiette de l'impôt, per capita, exprimée en pourcentage de la moyenne nationale, 1975

Tableau 7

	Impôt sur le revenu des particuliers	Impôt des corporations	Taxe de vente	Taxe sur les carburants	Alcools	Revenu total des particuliers et des entreprises
Terre-Neuve	56.18	41.48	77.27	72.36	76.03	51.63
Ile de Prince-Édouard	49.59	35.74	62.22	94.92	98.53	51.19
Nouvelle-Écosse	68.26	50.53	75.75	90.36	94.12	64.67
Nouveau-Brunswick	63.91	54.61	88.31	98.05	75.41	64.48
Québec	89.01	81.84	88.41	97.85	81.08	86.11
Ontario	114.20	122.56	104.86	102.32	105.28	117.06
Manitoba	84.06	84.33	88.65	92.45	109.73	90.58
Saskatchewan	90.07	64.43	98.37	105.54	103.06	81.28
Alberta	109.43	146.54	129.63	117.56	112.13	125.55
Colombie-Britannique	116.22	100.99	114.63	95.99	129.89	104.70
Moyenne nationale	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

<sup>7</sup>On trouvera dans l'appendice 4 quatre autres illustrations de cette "insuffisance": pour 1974, la comparaison entre la part de chaque province dans l'assiette de l'impôt au niveau national et le pourcentage de la population totale du pays habitant dans cette province; pour 1966 et 1971, le revenu provincial per capita; pour 1971-72, les paiements de péréquation exprimés en pourcentage du revenu total de chaque province; et pour 1971-72 encore, le total des paiements de transfert du secteur fédéral exprimé en pourcentage du revenu de chaque province.



des revenus au Québec était de 16 pour-cent moins élevée que dans le reste du pays. De plus, cette insuffisance des sources de recettes fiscales persiste depuis plusieurs décennies au Québec, comme le prouve la liste des paiements de péréquation touchés par cette province et énumérés dans le tableau 8. Sur la base de cette seule évidence, il apparaît clairement impossible que le gouvernement du Canada prélève une portion disproportionnée de ses revenus au Québec.

Versements de péréquation au Québec au cours de la dernière décennie Tableau 8

	Montant (en millions de \$)	Pourcentage du total des versements de péréquation (%)
1967-68	269	48.7
1968-69	387	54.6
1969-70	431	50.7
1970-71	420	47.5
1971-72	453	48.2
1972-73	532	49.7
1973-74	728	49.1
1974-75	908	53.2
1975-76 (est.)	1,000	53.0
1976-77 (est.)	1,123	52.5
Dernière décennie	6,251	

Les \$6 milliards qui ont été versés au Québec au cours des dernières décennies, sous forme de paiements de péréquation, représentent à eux seuls une mesure incontestable et défiant toute argumentation en ce qui concerne les gains financiers que cette province tire de la Confédération. Comme le déclarait le Premier ministre du Canada lors de la conférence des premiers ministres tenue à Ottawa le 15 novembre 1971 :

“Il apparaît clairement que la péréquation est devenue un facteur important des revenus provinciaux pour sept de nos dix provinces.”

“... le système des paiements versés par le fédéral pour répartir de façon égale les revenus et les dépenses a constamment évolué au cours des dernières décennies, pour atteindre le point où l'on peut dire que nous jouissons d'un système probablement inégalé dans aucun des autres pays possédant un gouvernement fédéral.”

Quelle que soit la solution alternative pouvant remplacer la Confédération, cet immense mouvement inter-régional d'égalisation des ressources ne peut tout simplement pas être pris pour acquis.

## Conclusion

Les pages précédentes ont exposé les résultats des recherches menées jusqu'à date par l'Ontario concernant la redistribution fiscale entre les provinces suite aux opérations de revenus et dépenses du gouvernement du Canada. L'analyse effectuée d'après la méthode des *Comptes nationaux* indique que dans le cadre de ses activités en Ontario, le gouvernement fédéral enregistre, bon an mal an, un excédent substantiel. On conçoit difficilement dans quelles circonstances les activités du secteur fédéral dans la seconde

province canadienne pourraient se solder par un excédent en faveur d'Ottawa. En effet, conclure que le Québec ne récolte pas d'importants avantages fiscaux de la Confédération, il faut ignorer les réalités économiques et ne pas tenir compte des véritables dimensions des activités du gouvernement fédéral dans cette province, activités dont le coût est défrayé par tous les Canadiens.

L'analyse d'après la méthode des *Comptes publics* indique que trois provinces : l'Alberta, la Colombie-Britannique et l'Ontario sont, en chiffres nets, celles qui contribuent au trésor national alors que les sept autres provinces apparaissent, en chiffres nets, bénéficiaires. C'est uniquement par le biais du système fédéral qu'une telle redistribution est rendue possible.

Finalement, l'analyse basée sur la *Formule de péréquation* confirme qu'une province où il y a insuffisance des sources de recettes fiscales ne peut pas payer plus qu'une part équitable des impôts fédéraux. C'est plutôt grâce à l'existence même des paiements de péréquation que les provinces faibles sur le plan fiscal ont fait des progrès remarquables pour hausser au niveau de la moyenne nationale la qualité des services publics qu'elles offrent.

# Appendice 1

Détail des comptes nationaux du gouvernement fédéral  
Revenus et dépenses en Ontario  
(en millions de \$)

Tableau 1-1

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
<b>REVENUS</b>									
Impôts directs, particuliers	1,213	1,160	1,212	1,392	1,557	1,696	1,974	2,401	3,045
Impôts directs, corporations*	572	564	624	679	735	789	773	952	1,087
Impôts directs, non résidents*	49	54	56	60	74	91	96	94	106
Impôts indirects*	1,028	1,139	1,163	1,375	1,592	1,752	1,818	1,863	1,980
Revenus de placements*	148	156	182	204	213	250	293	330	453
Provision pour consommation de biens capitaux	34	36	39	41	45	49	53	57	64
Revenu total	3,044	3,109	3,276	3,751	4,216	4,627	5,007	5,697	6,735
<b>DÉPENSES</b>									
Dépenses courantes en biens et services	1,005	1,040	1,019	1,095	1,133	1,330	1,434	1,594	1,753
Transferts aux particuliers	680	702	734	783	812	885	1,040	1,168	1,270
Subventions	83	101	105	112	114	148	165	169	133
Subventions aux fins d'immobilisations*	6	13	25	31	30	22	26	27	31
Intérêts de la dette publique*	271	297	318	340	362	440	478	542	614
Transferts intergouvernementaux*	203	303	332	302	364	403	493	630	774
Formation brute de capital	122	97	94	89	96	124	138	148	141
Dépenses totales	2,370	2,553	2,627	2,752	2,911	3,352	3,774	4,278	4,716
EXCÉDENT (+) ou DÉFICIT (-)	674	556	649	999	1,305	1,275	1,233	1,419	2,019
									Montant cumulé (16 ans)
<b>REVENUS</b>									
	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976		
Impôts directs, particuliers	3,493	3,876	4,340	5,038	6,076	6,834	8,111		53,418
Impôts directs, corporations*	1,012	1,110	1,305	1,586	2,231	2,278	2,267		18,564
Impôts directs, non résidents*	120	124	129	141	194	209	227		1,824
Impôts indirects*	1,985	2,218	2,495	2,780	3,221	3,161	3,675		33,245
Revenus de placements*	527	595	696	746	866	901	1,040		7,600
Provision pour consommation de biens capitaux	70	75	86	98	117	136	155		1,155
Revenu total	7,207	7,998	9,051	10,389	12,705	13,519	15,475		115,806
<b>DÉPENSES</b>									
Dépenses courantes en biens et services	1,897	2,092	2,332	2,673	3,206	3,516	4,041		31,160
Transferts aux particuliers	1,446	1,654	2,113	2,351	2,914	3,589	3,858		25,999
Subventions	118	109	127	175	417	499	428		3,003
Subventions aux fins d'immobilisations*	34	61	65	82	70	101	113		737
Intérêts de la dette publique*	728	777	894	1,010	1,195	1,426	1,835		11,527
Transferts intergouvernementaux*	986	1,153	1,202	1,227	1,453	2,090	2,388		14,303
Formation brute de capital	141	190	200	245	330	380	386		2,921
Dépenses totales	5,350	6,036	6,933	7,763	9,585	11,601	13,049		89,650
EXCÉDENT (+) ou DÉFICIT (-)	1,857	1,962	2,118	2,626	3,120	1,918	2,426		26,156

Source: données non publiées de Statistique Canada pour 1961-74, sauf dans le cas des items marqués \* dont le Ministère du Trésor de l'Ontario possédait des estimations plus appropriées. Par exemple, les impôts indirects sont alloués selon la proportion de la valeur des livraisons de toutes les industries manufacturières de la province (pour les droits d'accise et la taxe de vente) et selon la proportion du commerce au détail dans la province (pour les droits de douane) plutôt que selon le lieu de débarquement. Les données concernant les impôts directs payés par les corporations et les non résidents sont tirées de *Statistique Fiscale*. Parmi les dépenses, les intérêts de la dette publique sont répartis selon le rapport entre le PPB et le PNB (d'après une moyenne mobile sur 10 ans) et les paiements de transfert sont tirés des *Ontario Public Accounts*. Les données relatives à 1975 et 1976 sont des estimations préparées par le Ministère du Trésor de l'Ontario sur la même base que les années précédentes.

## Principales différences entre l'évaluation des activités du gouvernement fédéral selon la méthode des comptes publics et selon la méthode des comptes nationaux

### *Méthode des comptes publics*

- Utilise les concepts courants de la comptabilité de caisse.

(Les deux méthodes excluent les transactions purement financières telles que les prêts et les avances).

- Couvre tous les revenus et dépenses déclarés au cours de l'année financière.

- Les recettes et déboursés des fonds de sécurité sociale sont compris, p. e. sécurité de la vieillesse, A-C. Seul le RPC est exclu.

- Comprend les activités de toutes les sociétés de la Couronne, commissions et institutions gouvernementales.

- Comprend les ventes et achats de terrains et édifices.

- Comprend les ventes de biens et services.

- Aucun amortissement pour les immobilisations telles que les édifices et la machinerie.

- Comprend toutes les dépenses, au pays et à l'étranger, et tous les revenus prélevés au Canada et dans les autres pays.

### *Méthode des comptes nationaux*

- Mesure de l'activité économique. Basée sur des concepts et classifications internationalement reconnus.

- Prévoit des ajustements relativement aux retards dans les paiements et la perception des revenus (p. e. l'impôt des corporations est traité sur la base de la comptabilité d'exercice—les remboursements des dépenses des années précédentes sont exclus).

- Les fonds de sécurité sociale sont tous inclus, sauf le RPC.

- Tient compte uniquement du résultat net de l'activité des sociétés de la Couronne, qui sont des entreprises commerciales (p. e. CN, Ministère des Postes).

- Les transactions de ventes et achats de terrains et édifices (activités non productives) sont exclues.

- Les ventes de biens et services (considérées comme des dépenses du secteur privé) sont exclues.

- Comprend une estimation de la consommation de biens capitaux.

- Comprend les dépenses et les revenus reliés aux activités économiques à l'étranger (p. e. revenus de placements, rémunérations et salaires des militaires et du personnel des consulats.)\*

\*Au niveau national, ces transactions sont comprises dans les estimations des comptes nationaux, mais au niveau provincial elles sont exclues.

Rajustements préliminaires entre la méthode des comptes nationaux et la méthode des comptes publics  
(en million de \$)

Tableau 1-2

	1975-76	
	Canada	Ontario
<b>Revenu total du secteur fédéral—Méthode des comptes publics</b>	<b>35,721</b>	<b>14,059</b>
Moins:		
Revenu des sociétés de la Couronne	3,809	1,069
Revenu du Ministère des Postes	560	233
Revenus de placements	1,104	450
Recettes non fiscales	229	72
Autres revenus	512	185
Impôt sur le profit des corporations: excédent des montants perçus sur les montants exigibles	565	254
Sous-total	6,779	2,263
Plus:		
Contributions des employeurs aux fonds de retraite	691	159
Revenus de placements du gouvernement:		
Intérêts sur prêts, avances et placements	1,174	896
Revenus des fonds de retraite et d'assurance sociale	902	
Bénéfices après remises moins compensation des pertes des entreprises commerciales publiques	136	
Provision pour consommation de biens capitaux	442	141
Divers	19	7
Sous-total	3,364	1,203
Méthodologie différente pour la répartition du total entre les provinces	—	+ 995
<b>Revenu total selon les comptes nationaux</b>	<b>32,306</b>	<b>13,994</b>
<b>Dépenses totales du secteur fédéral—méthode des comptes publics</b>	<b>39,273</b>	<b>12,979</b>
Moins:		
Montant net des dépenses des sociétés de la Couronne après imputation des transferts gouvernementaux	3,926	1,605
Dépenses du Ministère des Postes	1,030	469
Déficit des entreprises commerciales publiques	178	73
Provisions et amortissement	49	20
Achats de terrains et autres immobilisations	49	20
Compensation entre les revenus budgétaires et les dépenses budgétaires	170	69
Ajustement des dépenses de la Commission d'A-C sur la base des comptes nationaux	166	68
Ajustement des paiements de pensions du gouvernement sur la base des comptes nationaux	107	44
Transferts budgétaires aux institutions et fonds gouvernementaux	2,026	829
Dépenses diverses (majoration)	192	78
	7,893	3,275
Plus:		
Montant net des paiements d'intérêts	1,256	509
Contribution du gouvernement aux fonds de retraite et de sécurité sociale	1,716	698
Dépenses des institutions et fonds gouvernementaux	1,497	612
Provision pour consommation de biens-capitaux	442	181
Ajustements divers	21	9
	4,932	2,009
Méthodologie différente pour la répartition du total entre les provinces	—	+ 156
<b>Total des dépenses selon les comptes nationaux</b>	<b>36,312</b>	<b>11,869</b>



## Appendice 2

### Méthodologie pour la répartition des principaux postes de revenus des comptes publics

#### REVENUS PROPRES DU SECTEUR FÉDÉRAL

##### 1. Impôt sur le revenu des particuliers

Réparti par province, conformément aux données de *Statistique fiscale (Revenu Canada)*.

##### 2. Impôt sur le profit des corporations

Réparti conformément au chapitre IV des *Règlements de la Loi de l'impôt sur le revenu* et aux données de *Statistique fiscale des entreprises (Statistique Canada (S.C.) 61-208)*.

##### 3. Taxes sur les ventes

Le revenu total provenant de la taxe de vente fédérale (moins la taxe sur le tabac, l'alcool et les carburants) a été réparti selon la distribution provinciale du total des ventes au détail (moins les dépenses personnelles pour le tabac, l'alcool et les carburants). (Formule de péréquation, *Finances Canada; estimations du Ministère du Trésor de l'Ontario; S.C. 63-202, S.C. 45-004, S.C. 68-201E, S.C. 11-003E*).

##### 4. Taxes sur le tabac

Le total des ventes canadiennes de tabac, multiplié par la taxe de vente fédérale par unité, plus le revenu total provenant des droits d'accise et taxes d'accise ont été répartis en fonction de la distribution provinciale du volume des ventes de cigarettes (*S.C. 11-003E*).

##### 5. Taxes sur l'alcool

L'allocation pour la taxe de vente a été basée sur le coût ajusté des ventes des sociétés des alcools provinciales (*S.C. 63-202; LCBO 49th Annual Report*). Dans le cas des droits d'accise et taxes d'accise, la distribution provinciale des ventes, en gallons, a été multipliée par le taux de taxe approprié (*S.C. 68-210E, S.C. 63-202, Chambre de compensation commerciale, Guide de l'impôt fédéral, 1975-76*).

##### 6. Taxe sur les carburants

Obtenue en multipliant le volume des ventes provinciales par la taxe de vente fédérale, par gallon (après ajustement pour tenir compte des augmentations et des périodes de gel des prix), et par le taux de taxe d'accise de 10¢ (*S.C. 45-004; Chambre de compensation commerciale, Guide de l'impôt fédéral, 1974-75, 1975-76*).

##### 7. Droits de douane

Répartis selon l'indice du revenu personnel disponible (*S.C. 13-201*).

##### 8. Contributions de l'employeur et des employés au régime d'assurance-chômage

Réparties selon le pourcentage provincial des primes d'assurance-chômage figurant dans *Statistique fiscale (Revenu Canada)*.

9. Contribution des employés du gouvernement fédéral aux fonds de retraite de la fonction publique  
Répartie d'après le nombre d'employés de la Fonction publique fédérale dans chaque province (*S.C. 72-004*) et le relevé des effectifs militaires (*Ministère de la Défense nationale*).
10. Revenus du Ministère des Postes  
Les revenus tirés du courrier de première classe et des timbres ont été répartis en fonction de l'indice de la population (*S.C. 11-002*). Les revenus tirés du courrier de deuxième, troisième et quatrième classe ont été répartis en fonction de l'indice des activités des entreprises (*S.C. 61-208*).
11. Autres revenus  
Répartis en fonction de différents indices: la population, le revenu personnel disponible, l'indice des activités des entreprises, etc. (*S.C. 11-002, 13-201, 61-208*).

## SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

Après élimination des doubles comptages dans les comptes de revenus et dépenses propres du secteur fédéral, les revenus des sociétés de la Couronne ont été répartis en fonction de l'indice des activités des entreprises dans chaque province, conformément aux données de *Statistique Canada et des rapports annuels des entreprises*.

## Méthodologie pour la répartition des principaux postes de dépenses des comptes publics

### DÉPENSES PROPRES DU SECTEUR FÉDÉRAL

1. Rémunérations et salaires  
Selon la distribution des rémunérations et salaires dans le secteur fédéral (*S.C. 72-004*) et selon la répartition du personnel des forces armées (*Ministère de la Défense nationale*).
2. Autres coûts relatifs au personnel  
Calculés à partir de la même distribution des rémunérations et salaires.
3. Information  
Répartition selon une base per capita (*S.C. 11-003*).
4. Transports et communications  
Répartis tel qu'exposé dans les *Comptes publics*.
5. Secteurs spéciaux et professionnels  
Formation des adultes répartie tel qu'exposé dans les *Comptes publics*. Les autres coûts ont été attribués en utilisant diverses méthodes: l'indice de la population, la distribution des employés de la fonction publique, etc.
6. Loyers  
Répartis tel qu'exposé dans les *Comptes publics*.

7. Frais de réparation et impenses  
Répartis tel qu'exposé dans les *Comptes publics*.
8. Matériaux et fournitures  
Répartis tel qu'exposé dans les *Comptes publics*.
9. Construction et achats de terrains, édifices et équipement  
Répartis tel qu'exposé dans les *Comptes publics*.
10. Subventions et contributions  
Plus de 80% ont été répartis tel qu'exposé dans les *Comptes publics* (ententes fédérales-provinciales et transferts aux particuliers). Le reste a été réparti selon différents facteurs tels que la population indienne, l'importance des prises de poisson, la superficie agricole, l'indice des activités des entreprises, etc. (*S.C. 11-002, etc.*).
11. Dépenses du Ministère des Postes  
Les coûts d'exploitation du service postal ont été divisés en deux catégories: usage privé et usage commercial. Les données concernant l'usage privé (courrier de première classe et timbres) ont été réparties en fonction de l'indice de la population (*S.C. 11-002*). Les données concernant l'usage commercial (courrier de deuxième, troisième et quatrième classe) ont été réparties selon l'indice des activités des entreprises (*S.C. 61-208*).
12. Intérêts de la dette publique  
Après élimination des transactions strictement internes entre les ministères fédéraux et les sociétés de la Couronne, les frais d'intérêts ont été distribués, à la base, en fonction de la part revenant à chaque province dans le revenu total des particuliers et des corporations, tiré des placements dans les valeurs mobilières canadiennes (*Statistique fiscale, Revenu Canada*).
13. Prestations d'assurance-chômage  
Distribution provinciale identique à celle figurant dans le *Rapport statistique sur l'application de la Loi sur l'assurance-chômage* (*S.C. 73-001*).
14. Pensions de sécurité de la vieillesse  
Réparties tel qu'exposé dans les *Comptes publics*.

## SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

Après élimination des doubles comptages dans les comptes de revenus et dépenses propres du secteur fédéral, les dépenses des sociétés de la Couronne ont été réparties en fonction de l'indice des activités des entreprises dans chaque province, conformément aux données de *Statistique Canada et des rapports annuels des entreprises*.

# Appendice 3

Tableau 3-1

## Impact de la fiscalité fédérale à travers le Canada, 1961-62

(en millions de \$)

	Comptes propres du secteur fédéral			Sociétés de la Couronne			Total du secteur fédéral		
	Revenus	Dépenses	Excédent ou déficit	Revenus	Dépenses	Excédent ou déficit	Revenus	Dépenses	Excédent ou déficit
Terre-Neuve	89	204	(115)	12	21	(9)	101	225	(124)
Ile du Prince-Édouard	22	62	(40)	2	3	(1)	24	65	(41)
Nouvelle-Écosse	187	487	(300)	37	47	(10)	224	534	(310)
Nouveau-Brunswick	131	326	(195)	36	44	(8)	167	370	(203)
Québec	1,657	1,534	123	224	246	(22)	1,881	1,780	101
Ontario	2,852	2,458	394	399	423	(24)	3,251	2,881	370
Manitoba	320	442	(122)	60	77	(17)	380	519	(139)
Saskatchewan	230	398	(168)	101	127	(26)	331	525	(194)
Alberta	487	598	(111)	86	110	(24)	573	708	(135)
Colombie-Britannique	696	746	(50)	101	123	(22)	797	869	(72)
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	14	40	(26)	5	5	0	19	45	(26)
TOTAL	6,685	7,295	(610)	1,063	1,226	(163)	7,748	8,521	(773)

Répartition des revenus, 1961-62  
(en millions de \$)

	T.N.	I.P.É.	N.É.	N.B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Yukon & T. du N.O.	Total
<i>Impositions</i>												
Impôts sur le revenu des particuliers	20.5	4.1	43.1	30.8	437.0	978.6	94.4	67.7	145.7	225.7	4.1	2,051.7
Impôts sur le profit des corporations	18.2	5.2	27.3	22.1	351.6	557.3	57.3	36.5	97.7	126.3	2.6	1,302.1
Impôts sur les dividendes et intérêts versés à l'étranger	1.6	.4	2.4	1.9	30.3	48.1	5.0	3.1	8.4	10.9	.2	112.3
Taxe de vente	16.7	4.2	33.4	24.0	268.5	415.8	51.2	41.8	78.3	108.6	2.1	1,044.6
Taxe d'accise	3.5	.8	8.7	6.4	76.4	99.8	12.9	10.5	18.9	24.3	.3	262.5
Droits d'accise	3.8	1.3	10.8	6.9	98.4	145.2	18.4	14.8	26.8	35.7	.7	362.8
Droits de douane	8.0	2.1	17.1	12.3	141.1	213.3	25.7	19.2	39.6	55.0	1.1	534.5
Impôts sur les biens transmis par décès	.4	.1	9.1	1.2	16.2	27.1	7.0	1.9	4.0	17.5	.2	84.7
Total des impositions	72.7	18.2	151.9	105.6	1,419.5	2,485.2	271.9	195.5	419.4	604.0	11.3	5,755.2
<i>Recettes non fiscales</i>												
Revenus de placements	2.9	.7	5.8	4.0	55.1	96.4	10.5	7.6	16.3	23.4	.5	223.2
Revenus du Ministère des Postes	4.1	1.1	6.4	5.3	59.5	82.6	10.1	8.3	15.8	19.9	.4	213.5
Autres recettes non fiscales	2.9	.7	4.8	4.0	34.6	41.7	6.2	8.7	10.7	12.2	.7	127.2
Contributions au régime d'A.C.	4.2	.8	8.9	8.0	76.0	111.7	15.4	7.5	17.5	27.4	.4	277.8
Contributions aux fonds de retraite	1.8	.7	9.3	4.1	12.8	34.0	5.5	2.8	6.9	9.0	1.3	88.2
Total des recettes non fiscales	15.9	4.0	35.2	25.4	238.0	366.4	47.7	34.9	67.2	91.9	3.3	929.9
REVENU TOTAL	88.6	22.2	187.1	131.0	1,657.5	2,851.6	319.6	230.4	486.6	695.9	14.6	6,685.1



Tableau 3-3

## Répartition des dépenses, 1961-62

(en millions de \$)

	T.N.	I.P.É.	N.É.	N.B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Yukon & T. du N.O.	Total
Rémunérations et salaires	25.9	11.1	145.8	66.0	203.4	562.3	86.1	45.0	109.9	148.3	15.5	1,419.3
Services spéciaux et professionnels	1.7	.7	8.2	4.1	20.0	31.3	6.4	4.5	7.8	9.9	.6	95.2
Transports et communications	2.6	.8	7.4	3.7	17.2	46.1	5.6	3.7	7.2	10.6	2.1	107.0
Information	.6	.1	.9	.7	6.5	7.7	1.2	1.2	1.7	2.0	.1	22.7
Loyers, frais de réparation et impenses	3.4	2.6	31.6	12.9	32.6	81.0	17.2	7.9	19.1	22.4	1.6	232.3
Services publics, matériaux et fournitures	5.1	2.1	26.1	12.0	44.4	93.0	15.9	8.8	20.1	25.5	2.2	255.2
Construction et achats de terrains, édifices et équipement	10.7	10.0	42.2	46.5	120.5	220.2	50.9	38.9	78.4	59.5	7.5	685.3
Prestations d'assurance-chômage	19.0	3.3	23.0	20.5	135.8	142.9	21.4	15.0	23.9	50.0		454.8
Prestations de sécurité de la vieillesse	11.9	5.2	28.9	21.3	131.7	226.1	38.1	39.6	42.3	79.6	.4	625.1
Pensions de retraite	1.7	.4	6.3	2.9	10.6	27.0	4.2	3.0	6.0	7.6	1.0	70.7
Intérêts de la dette publique	21.0	5.0	33.6	27.7	241.6	286.9	42.8	42.8	61.2	74.7	1.7	839.0
Subventions, contributions et paiements de transfert	99.5	20.5	132.5	106.9	562.9	725.0	150.5	185.9	218.4	253.9	6.8	2,462.8
Autres dépenses	1.5	.4	2.5	2.1	18.1	21.5	3.2	3.2	4.6	5.6	.1	62.8
Moins: dépenses recouvrées	(.9)	(.2)	(1.5)	(1.2)	(10.8)	(12.9)	(1.9)	(1.9)	(2.8)	(3.4)	(.1)	(37.6)
DÉPENSES TOTALES	203.7	62.0	487.5	326.1	1,534.5	2,458.1	441.6	397.6	597.8	746.2	39.5	7,294.6

# Rajustements, 1961-62

(en millions de \$)

Tableau 3-4

<b>1. DÉFICIT</b>			
Déficit (selon les comptes publics)			791.0
<i>Augmentation du déficit</i>			
• Comptes spéciaux (A-C, Sécurité de la vieillesse, etc.)	1,079.9		
• Activités des sociétés de la Couronne	54.5		1,134.4
<i>Réduction du déficit</i>			
• Transactions non budgétaires et sociétés de la Couronne	305.9		
• Ajustements aux comptes spéciaux	1,010.0		(1,315.9)
Déficit après ajustement			609.5
<b>2. REVENU</b>			
Revenu budgétaire total (selon les comptes publics)			5,729.6
<i>Plus :</i>			
• Majoration des pensions de sécurité de la vieillesse	644.0		
• Contributions au régime d'A-C	277.8		
• Contributions aux fonds de retraite	88.2		1,010.0
<i>Moins :</i>			
• Activités des sociétés de la Couronne et institutions gouvernementales	54.5		(54.5)
Revenu total d'après les comptes propres, après ajustement			6,685.1
<b>3. DÉPENSES</b>			
Dépenses budgétaires totales (selon les comptes publics)			6,520.6
<i>Plus :</i>			
• Prestations d'A-C	454.8		
• Prestations de Sécurité de la vieillesse	625.1		1,079.9
<i>Moins :</i>			
• Contributions gouvernementales aux comptes spéciaux (A-C, Sécurité de la vieillesse, etc.)	119.7		
• Activités des sociétés de la Couronne et des institutions gouvernementales	186.2		(305.9)
Dépenses totales d'après les comptes propres, après ajustement			7,294.6
<b>4. SOMMAIRE</b>			
Revenu corrigé, d'après les comptes propres	6,685.1		
Dépenses corrigées, d'après les comptes propres	7,294.6		
Déficit corrigé, d'après les comptes propres	609.5		
<b>5. TOTAL DU SECTEUR GOUVERNEMENTAL</b>			
	Comptes propres	Sociétés de la Couronne	Total
Revenu	6,685.1	1,063.2	7,748.3
Dépenses	7,294.6	1,226.2	8,520.8
Déficit	609.5	163.0	772.5

Impact de la fiscalité fédérale à travers le Canada, 1968-69  
(en millions de \$)

Tableau 3-5

	Comptes propres du secteur fédéral			Sociétés de la Couronne			Total du secteur fédéral		
	Revenus	Dépenses	Excédent ou déficit	Revenus	Dépenses	Excédent ou déficit	Revenus	Dépenses	Excédent ou déficit
Terre-Neuve	163	392	(229)	97	74	23	260	466	(206)
Ile du Prince-Édouard	37	171	(134)	2	7	(5)	39	178	(139)
Nouvelle-Écosse	315	691	(376)	89	113	(24)	404	804	(400)
Nouveau-Brunswick	238	555	(317)	41	61	(20)	279	616	(337)
Québec	2,658	2,796	(138)	419	471	(52)	3,077	3,267	(190)
Ontario	5,380	4,458	922	605	707	(102)	5,985	5,165	820
Manitoba	517	672	(155)	87	141	(54)	604	813	(209)
Saskatchewan	422	524	(102)	103	145	(42)	525	669	(144)
Alberta	945	914	31	155	184	(29)	1,100	1,098	2
Colombie-Britannique	1,404	1,204	200	178	198	(20)	1,582	1,402	180
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	35	85	(50)	14	9	5	49	94	(45)
TOTAL	12,114	12,462	(348)	1,790	2,110	(320)	13,904	14,572	(668)

# Répartition des revenus, 1968-69

(en millions de \$)

Tableau 3-6

	T.N.	I.P.É.	N.É.	N.B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Yukon & T. du N.O.	Total
<i>Impositions</i>												
Impôts sur le revenu des particuliers	47.0	8.5	94.0	68.3	773.1	2,097.3	179.4	141.0	324.6	521.1	17.1	4,271.4
Impôts sur le profit des corporations	26.6	4.4	39.8	31.0	515.6	1,000.3	86.4	57.5	174.8	270.0	6.6	2,213.0
Impôts sur les dividendes et intérêts versés à l'étranger	2.5	.4	3.7	2.9	47.9	92.9	8.0	5.4	16.2	25.1	.6	205.6
Impôts de progrès social	.7	.1	1.4	1.0	11.4	30.9	2.6	2.1	4.8	7.7	.3	63.0
Taxe de vente	37.3	10.7	72.6	57.6	526.5	802.4	94.7	93.8	172.3	229.6	.4	2,097.9
Taxe d'accise	5.8	2.1	13.5	10.3	93.8	158.1	15.8	12.6	27.6	38.3		377.9
Droits d'accise	6.2	2.3	17.3	13.6	112.0	220.1	23.1	19.2	37.7	56.8	1.0	509.3
Droits de douane	12.0	2.7	22.0	16.8	196.4	306.8	35.3	30.9	57.2	79.2	2.4	761.7
Impôts sur les biens transmis par décès	.8	.3	3.1	1.5	24.6	52.9	6.2	4.9	8.9	9.0	.2	112.4
Autres impositions					.1	.1						.2
Total des impositions	138.9	31.5	267.4	203.0	2,301.4	4,761.8	451.5	367.4	824.1	1,236.8	28.6	10,612.4
<i>Recettes non fiscales</i>												
Revenus de placements	4.8	1.1	9.3	7.1	80.5	167.2	15.6	13.0	29.1	43.6	1.1	372.4
Revenus du Ministère des Postes	6.1	1.1	9.3	7.4	92.3	149.7	15.3	12.4	28.0	40.7	1.0	363.3
Autres recettes non fiscales	3.8	.8	6.1	4.8	50.1	67.8	8.7	13.7	22.2	19.6	1.5	199.1
Contributions au régime d'A-C	7.2	1.4	14.0	10.4	116.7	186.3	19.0	11.8	32.1	52.0	1.3	452.2
Contributions aux fonds de retraite	1.8	1.1	9.4	5.5	16.9	46.9	7.0	3.8	9.2	11.3	1.1	114.0
Total des recettes non fiscales	23.7	5.5	48.1	35.2	356.5	617.9	65.6	54.7	120.6	167.2	6.0	1,501.0
REVENU TOTAL	162.6	37.0	315.5	238.2	2,657.9	5,379.7	517.1	422.1	944.7	1,404.0	34.6	12,113.4

Répartition des dépenses, 1968-69

Tableau 3-7

(en millions de \$)

	T.N.	I.P.É.	N.É.	N.B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Yukon & T. du N.O.	Total
Rémunérations et salaires	34.5	20.1	182.2	107.6	325.9	979.8	137.7	73.8	180.7	226.9	18.5	2,287.7
Autres coûts relatifs au personnel	2	2	2.0	1.2	2.9	8.7	1.4	.6	1.8	1.8	.1	20.9
Transports et communications	4.9	1.6	16.5	8.8	43.7	113.3	12.9	9.6	17.3	26.6	3.4	258.6
Information	.7	.1	1.1	.9	8.3	10.2	1.4	1.3	2.2	2.8	.1	29.1
Services spéciaux et professionnels	4.7	8.1	12.4	13.2	79.3	87.1	15.6	11.2	18.7	20.9	.4	271.6
Loyers, frais de réparation et impenses	3.8	3.6	26.0	16.4	39.1	133.7	18.9	5.6	24.2	21.4	3.2	295.9
Services publics, matériaux et fournitures	4.6	2.7	22.9	14.1	46.3	109.1	18.0	10.0	24.1	27.6	1.8	281.2
Construction et achats de terrains, édifices et équipement	21.8	7.6	33.4	43.8	125.4	283.6	38.4	14.1	66.0	64.9	20.2	719.2
Prestations d'assurance-chômage	21.6	3.8	20.5	20.5	151.8	136.5	16.8	13.7	18.9	55.1	—	459.2
Prestations de sécurité de la vieillesse	32.3	69.3	12.6	52.0	364.1	550.6	88.4	86.9	103.9	180.0	1.2	1,541.3
Pensions de retraite	2.0	1.5	13.4	7.8	21.9	62.4	9.5	4.5	12.3	13.9	1.1	150.3
Intérêts de la dette publique	19.2	7.4	57.7	38.5	294.5	609.8	78.4	69.6	121.4	180.5	3.0	1,480.0
Subventions, contributions et paiements de transfert	233.9	45.0	292.4	229.4	1,219.0	1,327.0	229.4	211.4	314.9	364.4	31.5	4,498.3
Autres dépenses	10.6	2.2	16.3	13.2	126.2	154.9	20.8	20.3	32.7	42.8	1.3	441.3
Moins: revenus et recettes crédités aux différents postes	(3.0)	(2.3)	(18.3)	(12.0)	(52.1)	(108.4)	(16.2)	(9.1)	(25.3)	(25.5)	(.6)	(272.8)
DÉPENSES TOTALES	391.8	170.9	691.1	555.4	2,796.3	4,458.3	671.4	523.5	913.8	1,204.1	85.2	12,461.8

# Rajustements, 1968-69

(en millions de \$)

Tableau 3-8

<b>1. DÉFICIT</b>			
Déficit (selon les comptes publics)			576.1
<i>Augmentation du déficit</i>			
● Comptes spéciaux (A-C, Sécurité de la vieillesse, etc.)	2,000.5		
● Activités des sociétés de la Couronne	270.0		2,270.5
<i>Réduction du déficit</i>			
● Transactions non budgétaires et sociétés de la Couronne	305.9		
● Ajustements aux comptes spéciaux	2,192.3		(2,498.2)
Déficit après ajustement			348.4
<b>2. REVENU</b>			
Revenu budgétaire total (selon les comptes publics)			10,191.1
<i>Plus :</i>			
● Majoration des pensions de sécurité de la vieillesse	1,626.1		
● Contributions au régime d'A-C	452.2		
● Contributions aux fonds de retraite	114.0		2,192.3
<i>Moins :</i>			
● Activités des sociétés de la Couronne et institutions gouvernementales	270.0		(270.0)
Revenu total d'après les comptes propres, après ajustement			12,113.4
<b>3. DÉPENSES</b>			
Dépenses budgétaires totales (selon les comptes publics)			10,767.2
<i>Plus :</i>			
● Prestations de sécurité de la vieillesse	1,541.3		
● Prestations d'A-C	459.2		2,000.5
<i>Moins :</i>			
● Contributions gouvernementales aux comptes spéciaux (A-C, sécurité de la vieillesse, etc.)	289.5		
● Activités des sociétés de la Couronne et des institutions gouvernementales	16.4		(305.9)
Dépenses totales après ajustement			12,461.8
<b>4. SOMMAIRE</b>			
Revenu corrigé, d'après les comptes propres			12,113.4
Dépenses corrigées, d'après les comptes propres			12,461.8
Déficit corrigé, d'après les comptes propres			348.4
<b>5. TOTAL DU SECTEUR GOUVERNEMENTAL</b>			
	Comptes propres	Sociétés de la Couronne	Total
Revenu	12,113.4	1,790.2	13,903.6
Dépenses	12,461.8	2,109.7	14,571.5
Déficit	348.4	319.5	667.9



Tableau 3-9

## Impact de la fiscalité fédérale à travers le Canada, 1975-76

(en millions de \$)

	Comptes propres du secteur fédéral			Sociétés de la Couronne			Total du secteur fédéral		
	Revenus	Dépenses	Excédent ou déficit	Revenus	Dépenses	Excédent ou déficit	Revenus	Dépenses	Excédent ou déficit
Terre-Neuve	458	1,141	(683)	118	101	17	576	1,242	(666)
Ile du Prince-Édouard	92	314	(222)	9	17	(8)	101	331	(230)
Nouvelle-Écosse	803	2,143	(1,340)	213	242	(29)	1,016	2,385	(1,369)
Nouveau-Brunswick	650	1,489	(839)	143	170	(27)	793	1,659	(866)
Québec	6,596	8,723	(2,127)	791	916	(125)	7,387	9,639	(2,252)
Ontario	12 990	11,670	1,320	1,069	1,309	(240)	14,059	12,979	1,080
Manitoba	1,249	1,679	(430)	191	286	(95)	1,440	1,965	(525)
Saskatchewan	1,205	1,437	(232)	262	335	(73)	1,467	1,772	(305)
Alberta	3,817	2,376	1,441	393	470	(77)	4,210	2,846	1,364
Colombie-Britannique	3,954	3,436	518	593	608	(15)	4,547	4,044	503
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	98	382	(284)	27	29	(2)	125	411	(286)
TOTAL	31 912	34 790	(2,878)	3,809	4,483	(674)	35,721	39,273	(3,552)

Répartition des revenus, 1975-76

Tableau 3-10

(en millions de \$)

	T.N.	I.P.É.	N.É.	N.B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Yukon & T. du N.O.	Total
<i>Impositions</i>												
Impôts sur le revenu des particuliers	184.2	35.2	33.1	258.7	2,391.4	5,590.1	507.8	494.3	1,174.1	1,699.5	40.8	12,709.2
Impôts sur le profit des corporations	60.1	10.4	99.9	86.4	1,217.5	2,548.9	209.5	134.9	598.5	755.8	26.4	5,748.3
Impôts sur le revenu, non résidents	4.8	1.0	8.2	7.2	100.6	210.8	17.3	11.1	49.6	62.5	8.2	481.3
Taxe de vente	63.2	11.7	93.1	92.0	860.1	1,338.4	141.0	138.1	342.1	433.2	1.8	3,514.7
Taxe d'accise	13.5	4.0	27.9	23.1	235.2	308.4	35.8	40.4	79.2	92.8	1.3	861.6
Droits d'accise	14.2	4.2	28.8	19.7	198.0	308.9	38.4	33.3	67.5	99.8	2.7	815.5
Droits de douane	32.9	7.2	54.6	44.6	459.9	745.8	84.4	82.1	154.9	220.8	—	1,887.2
Taxe sur l'exportation du pétrole	—	—	—	—	—	1.5	8.9	109.5	915.0	26.8	1.2	1,062.9
Impôts sur les biens transmis par décès	.1	—	.5	.2	2.6	4.9	.5	.4	.9	.7	—	10.8
Autres impositions diverses	—	—	—	—	.2	.2	—	—	—	.1	—	.5
Total des impositions	373.0	73.7	646.1	531.9	5,465.5	11,057.9	1,043.6	1,044.1	3,381.8	3,392.0	82.4	27,092.0
<i>Recettes non fiscales</i>												
Revenus de placements	15.5	3.3	26.5	22.1	223.0	450.4	41.9	41.9	138.0	138.0	3.2	1,103.8
Revenus du Ministère des Postes	8.5	1.7	13.4	11.3	130.7	233.4	22.1	16.5	53.4	69.4	—	560.4
Autres recettes non fiscales	5.3	1.9	8.2	6.2	54.2	72.2	9.2	14.3	25.7	27.8	4.2	229.2
Contributions au régime d'A-C	34.7	6.7	64.5	49.1	511.6	845.6	87.6	56.4	153.7	240.0	5.7	2,055.6
Contributions aux fonds de retraite	8.9	2.3	25.5	13.7	71.5	145.0	21.3	11.6	24.7	31.8	2.5	358.8
Autres transferts imputés aux revenus	12.3	2.6	18.4	15.3	139.3	185.4	23.0	20.5	39.9	55.4	—	512.1
Total des recettes non fiscales	85.2	18.5	156.5	117.7	1,130.3	1,932.0	205.1	161.2	435.4	562.4	15.6	4,819.9
REVENU TOTAL	458.2	92.2	802.6	649.6	6,595.8	12,989.9	1,248.7	1,205.3	3,817.2	3,954.4	98.0	31,911.9

Répartition des dépenses, 1975-76

Tableau 3-11

(en millions de \$)

	T.N.	I.P.É.	N.É.	N.B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Yukon & T. du N.O.	Total
Rémunérations et salaires	86.8	32.9	396.0	156.1	780.1	2,227.3	221.6	150.9	343.0	473.3	42.9	4,910.9
Autres coûts relatifs au personnel	17.6	9.5	104.8	39.5	165.9	457.7	48.6	32.1	84.1	106.6	8.7	1,075.1
Transports et communications	20.4	3.8	48.0	29.5	64.4	149.8	41.8	36.5	67.1	73.4	1.8	536.5
Information	1.8	4	2.7	2.2	19.9	26.5	3.2	2.9	5.7	7.9	2	73.4
Services spéciaux et professionnels	43.0	8.2	76.8	39.9	224.2	337.9	51.2	36.9	102.3	98.3	5.1	1,023.8
Loyers, frais de réparation et impenses	10.1	2.6	20.1	10.3	111.2	306.3	22.2	9.3	23.3	64.8	15.4	595.6
Services publics, matériaux et fournitures	11.2	6.4	83.5	29.6	117.5	287.5	35.6	19.8	59.5	75.2	22.5	748.3
Construction et achats de terrains, édifices et équipement	27.8	7.6	67.0	58.4	253.7	377.2	60.4	41.9	149.1	111.0	53.6	1,207.7
Prestations d'assurance-chômage	168.0	28.2	139.5	162.9	1,152.5	1,009.5	63.0	50.5	90.0	432.1	9.2	3,305.4
Prestations de sécurité de la vieillesse	85.2	29.5	170.2	128.8	1,000.4	1,369.3	214.2	205.5	269.9	457.4	3.6	3,934.0
Subventions, contributions et paiements de transfert	626.6	165.1	885.4	745.5	4,164.9	3,947.8	763.4	709.8	995.0	1,173.1	217.7	14,394.3
Intérêts de la dette publique	29.7	13.5	124.1	67.5	572.4	1,109.5	126.9	116.0	203.8	334.8	1.4	2,699.6
Autres dépenses	23.9	8.1	44.8	34.8	273.9	373.6	56.1	53.6	75.1	122.6	1.4	1,067.9
Moins: revenus et recettes crédités aux différents postes	(11.0)	(2.3)	(19.6)	(15.6)	(177.7)	(309.8)	(29.7)	(29.0)	(91.6)	(94.7)	(1.6)	(782.6)
DÉPENSES TOTALES	1,141.1	313.5	2,143.3	1,489.4	8,723.3	11,670.1	1,678.5	1,436.7	2,376.3	3,435.8	381.9	34,789.9

# Rajustements, 1975-76

(en millions de \$)

Tableau 3-12

<b>1. DÉFICIT</b>			
Déficit consolidé (selon les comptes publics)			1,112.9
<i>Augmentation du déficit</i>			
● Encaissements du R.P.C.	2,073.3		
● Activités des sociétés de la Couronne	870.1		2,943.4
<i>Déficit après ajustement</i>			
● Décaissements du R.P.C.	621.6		
● Activités des sociétés de la Couronne	556.7		(1,178.3)
Déficit après ajustement			2,878.0
<b>2. REVENU</b>			
Revenu consolidé (selon les comptes publics)			34,855.3
<i>Moins :</i>			
● Activités des sociétés de la Couronne	870.1		
● Encaissements du R.P.C.	2,073.3		(2,943.4)
Revenu total après ajustement			31,911.9
<b>3. DÉPENSES</b>			
Dépenses consolidées (selon les comptes publics)			35,968.2
<i>Moins :</i>			
● Activités des sociétés de la Couronne	556.7		
● Décaissements du R.P.C.	621.6		(1,178.3)
Dépenses totales après ajustement			34,789.9
<b>4. SOMMAIRE</b>			
Revenu corrigé, d'après les comptes propres		31,911.9	
Dépenses corrigées, d'après les comptes propres		34,789.9	
Déficit corrigé, d'après les comptes propres		2,878.0	
<b>5. TOTAL DU SECTEUR GOUVERNEMENTAL</b>			
	Comptes propres	Sociétés de la Couronne	Total
Revenu	31,911.9	3,809.5	35,721.4
Dépenses	34,789.9	4,483.3	39,273.2
Déficit	2,878.0	673.8	3,551.8

# Appendice 4

Population et assiette de l'impôt, par province, 1974  
(en pourcentage)

	T.N.	I.P.É.	N.É.	N.B.	Qué.	Ont.
Population au 1 <sup>er</sup> juin 1974	2.422848	0.521386	3.631923	2.955834	27.398189	36.150671
Assiette de l'impôt						
1. Impôt fédéral direct sur le revenu des particuliers	1.293360	0.254816	2.457715	1.805893	24.156233	42.413285
2. Revenu imposable des corporations	1.018424	0.188190	1.791320	1.676453	22.925579	45.824039
3. Valeur des ventes au détail	1.919420	0.367201	2.910560	2.538713	24.165138	38.073222
4. Ventes de carburants	1.708762	0.492741	3.253383	2.863229	25.818059	37.636018
5. Ventes de boissons alcooliques	1.835908	0.514624	3.397025	2.251010	21.961589	38.050692
6. Revenu total des particuliers et des entreprises	1.242302	0.266040	2.303654	1.909918	23.707915	43.336889

	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Sept provinces bénéficiaires
Population au 1 <sup>er</sup> juin 1974	4.515401	4.050885	7.655009	10.697853	45.496466
Assiette de l'impôt					
1. Impôt fédéral direct sur le revenu des particuliers	3.731841	3.324211	7.926660	12.635987	37.024068
2. Revenu imposable des corporations	3.866935	2.660959	8.952561	11.095540	34.127860
3. Valeur des ventes au détail	4.212239	3.630969	9.070647	13.111891	39.744240
4. Ventes de carburants	4.201522	4.140793	9.051169	10.834324	42.478489
5. Ventes de boissons alcooliques	4.892128	4.179098	8.884269	14.033658	39.031381
6. Revenu total des particuliers et des entreprises	4.095085	3.243317	8.421126	11.473754	36.768231

Source: données utilisées pour calculer le montant final des paiements de péréquation pour l'année financière 1974-75 et préparées par le Ministère des Finances, 18 janvier 1977.

Comparaison entre le revenu provincial per capita, avant et après les transferts fédéraux au titre de la péréquation, 1966-67 et 1971-72

Tableau 4-2

Province	Revenu per capita tiré de sources propres 1966-77		Revenu per capita tiré de sources propres 1971-72	
	Revenus avant la péréquation	Revenus après la péréquation	Revenus avant la péréquation	Revenus après la péréquation
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
<i>Provinces qui n'ont pas reçu de paiements de péréquation</i>				
Colombie-Britannique	333	333	513	513
Ontario	282	282	507	507
Alberta	314	314	500	500
Moyenne du groupe	296	296	507	507
<i>Provinces qui ont reçu des paiements de péréquation</i>				
Nouveau-Brunswick	168	242	373	522
Québec	237	264	439	513
Terre-Neuve	154	234	299	509
Ile du Prince-Édouard	141	240	279	467
Saskatchewan	267	303	399	458
Manitoba	194	228	402	453
Nouvelle-Écosse	147	216	309	432
Moyenne du groupe	219	257	409	496

Source: documentation encore non publiée, soumise à la Conférence fédérale provinciale des Ministres des Finances tenue du 31 janvier au 1<sup>er</sup> février 1972, Ministère des Finances.

Remarque: les provinces figurent dans chaque groupe selon l'ordre décroissant des revenus après péréquation, en 1971-72. Les montants per capita sont basés sur les données officielles de Statistique Canada. Les montants figurant pour 1971-72 sont des estimations et ne comprennent pas les ajustements de péréquation relatifs aux années précédentes. Les données concernant les sources propres de revenu pour le Québec ont été ajustées afin de les rendre comparables à celles des autres provinces. Les moyennes de groupe sont pondérées en fonction de la population.



Paievements de péréquation exprimés en pourcentage du revenu  
brut tiré de sources propres, par province, 1971-72

Tableau 4-3

Province	Revenu brut tiré de sources propres	Paievements de péréquation*	Paievements de péréquation exprimés en pourcentage du revenu brut tiré de sources propres
	(en millions de \$)		(%)
Terre-Neuve	168	110	65
Ile du Prince-Édouard	38	21	55
Nouvelle-Écosse	280	95	34
Nouveau-Brunswick	249	94	38
Québec	2,764	446	16
Ontario	4,291	—	—
Manitoba	425	50	12
Saskatchewan	423	55	13
Alberta	920	—	—
Colombie-Britannique	1,160	—	—
Ajustements de péréquation relatifs aux années précédentes (non précisés)	—	140	—
TOTAL	10,718	1,011	9

Source: documentation encore non publiée, soumise à la Conférence fédérale provinciale des Ministres des Finances tenue du 31 janvier au 1  r février 1972, Ministère des Finances.

Remarque: tous les chiffres figurant dans ce tableau sont basés sur les estimations officielles préparées par Statistique Canada. Les données concernant le revenu du Québec ont été ajustées afin de les rendre comparables à celles des autres provinces.

\*Les paievements de péréquation figurant dans le tableau pour chaque province ne comprennent pas les paievements pour fins d'ajustement relativement aux années financières précédentes.

Transferts fédéraux exprimés en pourcentage du revenu  
général brut, par province, 1971-72

Tableau 4-4

Province	Revenu général brut	Transferts fédéraux	Transferts fédéraux exprimés en pourcentage du revenu général brut
	(en millions de \$)		(%)
Terre-Neuve	410	245	60
Ile du Prince-Édouard	90	53	59
Nouvelle-Écosse	497	224	45
Nouveau-Brunswick	466	222	48
Québec	4,322	1,641	38
Ontario	5,277	1,150	22
Manitoba	626	212	34
Saskatchewan	602	187	31
Alberta	1,175	276	23
Colombie-Britannique	1,416	289	20
Total	14,881	4,499	30

Source: documentation encore non publiée, soumise à la Conférence fédérale provinciale des Ministres des Finances tenue du 31 janvier au 1<sup>er</sup> février 1972, Ministère des Finances.

Remarque: les chiffres figurant dans ce tableau sont basés sur les estimations officielles préparées par Statistique Canada. Les données concernant le Québec ont été ajustées afin de les rendre comparables à celles des autres provinces. Les ajustements s'appliquaient aux programmes pour lesquels le Québec reçoit des compensations sous une forme différente des compensations reçues par les autres provinces.



# **L'emploi, les tarifs et le flux des échanges commerciaux entre les provinces du Canada**

## **Table des matières**

<b>Préface</b> .....	35
<b>Introduction</b> .....	37
<b>Commerce interprovincial dans le secteur manufacturier</b> .....	37
<b>Impact sur l'emploi</b> .....	39
<b>Avantages tarifaires</b> .....	40
<b>Conclusion</b> .....	43
<b>Appendices</b> .....	44



## Préface

Comme le déclarait le Premier ministre, il est important que nous entreprenions le processus long et difficile d'examiner impartialement le réseau complexe des contributions interdépendantes que nous faisons et des avantages dont nous bénéficions en tant que Canadiens. Les avantages économiques de la Confédération sont souvent difficiles à identifier et portent trop fréquemment à controverses, mais nous savons en tant que Canadiens qu'ils sont réels et largement répandus. D'un océan à l'autre, les Canadiens ont créé et bénéficient d'un réseau de protection économique exclusif et avantageux qui joue, depuis plus de cent ans, le rôle d'un marché commun. Ce rapport, joint au contenu du document budgétaire E de mon budget pour 1977, cherche à étudier de façon objective certains des coûts et des avantages économiques de la Confédération.

Comme le montrent les chiffres publiés dans le présent document, l'Ontario bénéficie de la Confédération; cependant, nous croyons qu'un exposé complet des faits fera apparaître clairement que toutes les provinces et tous les Canadiens retirent une force sociale et économique du lien commun qui nous rassemble dans un même pays. Le Canada jouit de l'un des systèmes de financement intergouvernemental et de mécanismes de transferts fiscaux les plus avancés, système qui fait d'ailleurs l'envie des États-Unis et du reste du monde; de plus, nous avons établi une base industrielle puissante qui alimente ce système de transferts financiers, fournit des emplois et des revenus élevés tout en complétant l'apport économique considérable provenant du développement des ressources naturelles et des activités agricoles.

En Ontario, nous n'avons jamais nié que nous sommes redevables vis-à-vis de la Confédération; de même, nous ne nous sommes jamais dérobés à nos responsabilités envers elle et n'avons jamais opposé de résistance face à la nécessité de partager ces avantages économiques et financiers qui contribuent de façon si positive à l'unité nationale. Le gouvernement espère que nous pourrions consacrer plus d'énergie, en tant que Canadiens, pour comprendre l'ampleur des forces que représente notre Confédération.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'W. Darcy McKeough', with a stylized, flowing script.

L'honorable W. Darcy McKeough  
Trésorier de l'Ontario

Le 19 avril 1977





# L'emploi, les tarifs et le flux des échanges commerciaux entre les provinces du Canada

## Introduction

Depuis la Confédération, la politique nationale canadienne s'est fixée comme objectif d'élargir et de rentabiliser l'union économique entre les provinces. L'attention s'est surtout concentrée sur la nécessité d'assurer le développement d'une industrie manufacturière stable et efficace en misant sur le commerce interprovincial et les économies d'échelles qu'il rend possible. C'est dans cette mesure que la politique économique nationale et la politique en matière de tarifs douaniers ont été la base de la Confédération canadienne.

Des données récemment publiées par Statistique Canada indiquent que le commerce interprovincial des produits manufacturés constitue un débouché important pour les fabricants de toutes les provinces. Le présent rapport analyse l'ampleur des flux commerciaux entre les provinces et fournit des estimations concernant la distribution régionale des emplois créés par le commerce interprovincial des produits manufacturés. On y souligne également l'existence de subsides indirects dus au maintien de prix plus élevés sur les marchés intérieurs sous l'effet de la protection tarifaire opérant au niveau national; le flux de ces subsides indirects circule des consommateurs de chaque province vers les producteurs et employés des autres provinces.

## Commerce interprovincial dans le secteur manufacturier<sup>1</sup>

Au Canada, plus des trois quarts des livraisons de produits manufacturés et des emplois dans l'industrie manufacturière sont localisés en Ontario et au Québec. La concentration des activités dans ces deux provinces a traditionnellement été basée sur les économies d'échelles dont bénéficie le centre du Canada dans le secteur manufacturier et sur l'avantage relatif dont jouissent les autres provinces dans le secteur des ressources naturelles et de l'agriculture. L'industrie manufacturière localisée à l'extérieur des provinces centrales a néanmoins connu une croissance plus rapide que celle enregistrée par le Canada dans son entier, ce qui reflète jusqu'à un certain point l'impact des programmes fédéraux accordant des subsides dans le but d'encourager l'expansion des industries manufacturières au niveau régional. Entre 1967 et 1974, 133,000 nouveaux

<sup>1</sup> L'industrie manufacturière est le seul secteur de l'économie canadienne pour lequel Statistique Canada fournit des données sur le flux des échanges commerciaux entre les provinces. Ces données ne constituent pas un exposé complet des échanges commerciaux entre les provinces puisqu'il ne couvre pas l'important secteur des ressources naturelles dans lequel les provinces autres que l'Ontario et le Québec concentrent leur activité économique.

# Activité manufacturière au Canada, 1974

Tableau 1

	1974		Croissance 1974/1967		
	Livraisons (en milliards de \$)	Emplois (000)	Livraisons (Moyenne annuelle %)	Emplois	Nouveaux emplois (000)
Provinces de l'Atlantique	4.1	83.5	16.6	1.8	+9.8
Québec	22.4	541.5	10.7	0.5	+16.8
Ontario	41.4	883.7	10.7	1.1	+65.5
Provinces des Prairies	7.1	133.1	12.6	2.2	+18.6
Colombie-Britannique	7.4	144.0	12.7	2.4	+22.4
Canada	82.4	1,785.8	11.3	1.1	+133.1

Source: Statistique Canada.

# Livraisons de produits manufacturés selon la destination, 1974 (pour-cent)

Tableau 2

Province d'origine	Destination des livraisons			
	A l'intérieur de la province d'origine <sup>1</sup>	Vers les autres provinces	A l'extérieur du Canada	Total
Provinces de l'Atlantique	37.3	28.4	34.3	100.0
Québec	56.5	29.8	13.7	100.0
Ontario	56.7	23.0	20.3	100.0
Provinces des Prairies	58.8	32.8	8.4	100.0
Colombie-Britannique	48.9	13.5	37.6	100.0
Canada	55.1	25.1	19.8	100.0

Source: Statistique Canada.

<sup>1</sup> Comprend les livraisons non précisées.

emplois ont été créés dans l'industrie manufacturière canadienne; 38 pour-cent de ces emplois se trouvaient à l'extérieur de l'Ontario et du Québec.

De façon générale, on peut dire que chaque province constitue son propre marché principal pour les produits fabriqués à l'intérieur de la province. En 1974, les manufacturiers canadiens ont livré environ 55 pour-cent de leur production totale aux consommateurs et aux entreprises de leur propre province. Les marchés étrangers ont absorbé presque 20 pour-cent des livraisons, les exportations constituant une proportion plus importante dans les provinces de l'Atlantique et en Colombie-Britannique. Le commerce interprovincial a drainé un quart de toutes les livraisons de produits manufacturés canadiens. Le degré moyen de dépendance sur les marchés interprovinciaux s'est situé au-dessus de la moyenne nationale dans le cas des producteurs des Prairies, du Québec et des provinces de l'Atlantique.

Parce qu'elles oeuvrent en général dans le secteur manufacturier, les provinces d'Ontario et Québec dominent le commerce interprovincial des produits manufacturés, où elles fournissent 78 pour-cent du total des produits circulant entre les provinces. Les marchés de ces deux provinces absorbent également une part importante des livraisons provenant des fabricants des autres provinces. Globalement, l'Ontario et le Québec bénéficient d'excédents commerciaux au chapitre du commerce interprovincial des

produits manufacturés, alors que toutes les autres provinces enregistrent un déficit. En 1974, l'excédent enregistré par l'Ontario dans ses échanges commerciaux avec le reste du Canada s'élevait à plus de \$4.2 milliards; l'excédent du Québec atteignait \$1.1 milliard.

En 1974, les échanges commerciaux entre l'Ontario et le Québec se sont soldés par un excédent de \$320 millions en faveur de l'Ontario. Ceci ne correspondait alors qu'à 8 pour-cent de l'excédent total enregistré par l'Ontario lors de ses échanges commerciaux avec toutes les provinces.

Échanges commerciaux de produits manufacturés, 1974

Tableau 3

(en millions de \$)

	Livraisons aux autres provinces		Livraisons en provenance des autres provinces		Solde
		(%)		(%)	
Provinces de l'Atlantique	1,160	5.6	2,642	12.8	-1,482
Québec	6,666	32.2	5,573	26.9	+1,093
Ontario	9,552	46.1	5,329	25.7	+4,223
Provinces des Prairies	2,342	11.3	4,752	22.9	-2,410
Colombie-Britannique	1,001	4.8	2,425	11.7	-1,424
Total	20,721	100.0	20,721	100.0	

Source: Statistique Canada.

Solde des échanges commerciaux entre les provinces, 1974

Tableau 4

(en millions de \$)

Excédent de l'Ontario vis-à-vis du Québec	+320
Excédent de l'Ontario vis-à-vis des autres provinces	+3,903
Total	+4,223
Déficit du Québec vis-à-vis de l'Ontario	-320
Excédent du Québec vis-à-vis des autres provinces	+1,413
Total	+1,093
Déficit des autres provinces	-5,316

Source: Statistique Canada.

## Impact sur l'emploi

Les conséquences du commerce interprovincial sur le niveau d'emploi en Ontario apparaissent dans le tableau 5. En 1974, on estime que le commerce interprovincial de produits manufacturés a créé plus de 219,000 emplois en Ontario, soit près du quart de l'emploi total dans l'industrie manufacturière. Les produits manufacturés livrés sur le marché ontarien en provenance du reste du Canada ont créé environ 125,000 emplois dans les autres provinces. Globalement, les données indiquent que l'excédent enregistré au chapitre du commerce interprovincial de produits manufacturés peut être associé à la création de plus de 94,000 emplois en Ontario au cours de 1974. Ceci correspond à près de 11 pour-cent de l'emploi dans le secteur manufacturier en Ontario.

Emplois créés par la vente aux autres provinces des produits fabriqués en Ontario, 1974

Tableau 5

	Emplois créés en Ontario par les ventes aux autres provinces	Emplois créés dans les autres provinces par les ventes à l'Ontario	Solde
Provinces de l'Atlantique	26,900	7,600	+ 19,300
Québec	105,800	103,800	+ 2,000
Provinces des Prairies	56,900	8,200	+ 48,700
Colombie-Britannique	29,800	5,400	+ 24,400
Total	219,400	125,000	+ 94,400
Total des emplois du secteur manufacturier, en Ontario	884,400		
Contribution des échanges commerciaux interprovinciaux à l'emploi dans le secteur manufacturier, en Ontario	24.8%		10.7%

Source: Statistique Canada et estimations du Ministère du Trésor de l'Ontario.

Les échanges commerciaux entre l'Ontario et le Québec ont contribué à la création de 105,000 emplois en Ontario, soit près de la moitié de tous les emplois que le commerce interprovincial a créé dans les industries manufacturières de l'Ontario. Cependant, si l'on compare ce chiffre avec le nombre d'emplois créés au Québec par les produits manufacturés acheminés vers l'Ontario, on constate que les effets des échanges commerciaux entre les deux provinces, au niveau de la création d'emplois, s'équilibrent pratiquement. Le gain net de l'Ontario en ce qui concerne les emplois créés dans le secteur manufacturier s'explique donc surtout par ses échanges commerciaux avec les provinces des Prairies, la Colombie-Britannique et les provinces de l'Atlantique.

## Avantages tarifaires

La protection tarifaire a été l'un des éléments de base des efforts visant à développer l'industrie manufacturière canadienne. En même temps, cette protection impliquait cependant des coûts plus élevés pour les consommateurs. Cette situation s'est révélée une question litigieuse sur le plan régional à cause de la concentration du secteur protégé

Protection tarifaire accordée aux livraisons interprovinciales de produits manufacturés, selon la province d'origine, 1974

Tableau 6

Origine	Tarif moyen (pour-cent ad valorem)
Provinces de l'Atlantique	7.7*
Québec	9.9
Ontario	8.4
Provinces des Prairies	7.8*
Colombie-Britannique	7.8*

Source: Statistique Canada et estimations du Ministère du Trésor de l'Ontario.

\*Possibilité d'une marge d'erreur à cause de l'importante quantité de données confidentielles.

dans la région du centre du Canada, alors qu'une part du fardeau que représente cette protection retombait sur les épaules des consommateurs des autres provinces. Le but de la présente section du rapport est d'examiner la distribution régionale des coûts et des avantages des tarifs douaniers et de réaliser une évaluation quantitative de leur impact.

On estime que le niveau moyen de protection assuré par les tarifs canadiens s'appliquant aux livraisons de produits manufacturés en Ontario et acheminés vers les autres provinces s'élève à environ 8.4%. Les producteurs de l'Ontario ont fourni la plus grande partie de la production canadienne d'équipements de transport, de machines et de produits électriques, industries où la moyenne des tarifs est moins élevée que la moyenne fixée pour toute l'industrie canadienne.

Dans le cas du Québec, le niveau moyen de protection tarifaire a été plus élevé que la moyenne nationale. Cette province possède la plus importante partie des bonneteries et des industries de l'habillement, où les barrières tarifaires et non tarifaires<sup>1</sup> sont relativement élevées.

Les tarifs constituent un subside en faveur des producteurs puisqu'ils permettent aux fabricants de demander pour leurs produits des prix plus élevés qu'il ne leur serait possible de le faire en présence de la concurrence venant des pays étrangers. En effet, il s'agit là d'un transfert indirect de revenus des consommateurs aux producteurs. Dans le contexte du commerce interprovincial, les tarifs représentent donc un subside indirect versé par les consommateurs d'une province aux producteurs d'une autre province. Des niveaux plus élevés de protection tarifaire signifient des coûts plus élevés pour les consommateurs et des subsides indirects plus considérables pour les producteurs.

En appliquant la moyenne des niveaux de tarifs industriels aux données fournies par Statistique Canada concernant le commerce interprovincial des produits manufacturés, on obtient une première approximation de la valeur des subsides interprovinciaux versés par les consommateurs canadiens.<sup>2</sup> Ceci constitue une indication d'une partie des coûts et bénéfices interprovinciaux qui sont l'un des aspects économiques de l'appartenance à la Confédération canadienne.

Le tableau 7 montre que les bénéfices transférés aux fabricants des provinces de l'Atlantique ont atteint \$82 millions en 1974. Les fabricants de l'Ontario, qui ont généré 46 pour-cent du commerce interprovincial canadien de produits manufacturés, ont reçu \$739 millions soit 44 pour-cent du total des bénéfices tarifaires interprovinciaux. Les manufacturiers du Québec, qui ont contribué dans un pourcentage de 32 pour-cent à la valeur du commerce interprovincial, ont reçu 36 pour-cent des bénéfices inhérents aux transferts interprovinciaux intervenus entre les consommateurs et les manufacturiers dans le cadre du régime tarifaire canadien.

Les subsides aux producteurs résultant du commerce interprovincial peuvent être proportionnels à l'importance du secteur manufacturier existant dans chaque province. En 1974, la moyenne des subsides dus aux transferts de revenus entre les provinces et associés à l'existence des tarifs, était de \$932 par emploi dans l'industrie manufacturière; cette moyenne variait entre le plus bas niveau de \$506 par emploi, enregistré en Colombie-Britannique, et le plus élevé, soit \$1,270 par emploi pour les provinces des Prairies. Les

<sup>1</sup> Les industries textiles bénéficient également de l'existence de quotas, réduisant les importations, qui constituent pour les producteurs une protection importante mais qui ne peut être exprimée en chiffres. L'effet de ces barrières non tarifaires, exprimé comme s'il s'agissait de subsides, n'est pas compris dans cette analyse.

<sup>2</sup> La présente analyse assume que tous les bénéfices des tarifs profitent aux producteurs sous la forme de prix plus élevés.



subsidés versés à l'Ontario par les consommateurs des autres provinces constituaient le second plus bas montant entre ceux touchés par chacune des cinq régions.

Les consommateurs de l'Ontario ont versé en 1974 des subsides de \$443 millions aux fabricants de l'extérieur de la province. Plus de 80 pour-cent de ce montant était destiné aux producteurs du Québec.

Coût interprovincial des tarifs, 1974

Tableau 7

Région en tirant profit	Coût des tarifs pour le reste du Canada		Subside moyen par emploi dans le secteur manufacturier
	(en millions de \$)	Part (%)	(\$)
Provinces de l'Atlantique	82	4.9	982
Québec	602	36.2	1,111
Ontario	739	44.3	836
Provinces des Prairies	169	10.2	1,270
Colombie-Britannique	73	4.4	506
Total	1,665	100.0	932

Source: Statistique Canada et estimations du Ministère du Trésor de l'Ontario.

Solde des avantages tarifaires pour l'Ontario, 1974

Tableau 8

(en millions de \$)

	Subsides payés par les consommateurs de l'Ontario sur les livraisons acheminées vers l'Ontario par les autres provinces	Subsides payés par les consommateurs des autres provinces sur les livraisons reçues de l'Ontario	Avantage net pour l'Ontario
Provinces de l'Atlantique	23	91	+68
Québec	369	366	-3
Provinces des Prairies	33	183	+150
Colombie-Britannique	18	99	+81
Total	443	739	+296

Source: Statistique Canada et estimations du Ministère du Trésor de l'Ontario.

Solde interprovincial des avantages tarifaires

Tableau 9

(en millions de \$)

	Subsides des consommateurs en faveur du reste du Canada	Solde
Provinces de l'Atlantique	208	-126
Québec	433	+169
Ontario	443	+296
Provinces des Prairies	381	-212
Colombie-Britannique	200	-127
	1,665	

Source: Statistique Canada et estimations du Ministère du Trésor de l'Ontario.

On estime que le bénéfice net touché par l'Ontario grâce à l'existence des tarifs canadiens s'élève à \$296 millions. Ceci représente le montant net des transferts dont jouit l'Ontario suite à la protection que procurent les tarifs canadiens.

Le Québec a reçu des différentes parties du Canada des bénéfices nets de \$169 millions grâce à l'existence des tarifs. Les échanges commerciaux du Québec avec l'Ontario se soldent pratiquement par une situation d'équilibre au niveau des bénéfices nets touchés grâce à l'existence de la protection tarifaire et du commerce interprovincial.

## Conclusion

La Confédération constitue un cadre économique dont toutes les provinces bénéficient. Même si les renseignements concernant la totalité des relations économiques interprovinciales ne sont pas disponibles, les données concernant les flux de produits manufacturés entre les provinces indiquent que toutes ont tiré profit des possibilités commerciales inhérentes au rôle de marché commun joué par la Confédération canadienne. De plus, dans le cadre des échanges commerciaux interprovinciaux, les fabricants de toutes les provinces ont bénéficié de la protection assurée par les tarifs canadiens et ont tiré profit de subsides indirects considérables versés à leur intention par les consommateurs des autres provinces.

Toutes les provinces ont touché des bénéfices sous la forme de création d'emplois et subsides indirects profitant à leur industrie manufacturière. L'Ontario et le Québec qui, en tant que provinces où l'industrie manufacturière est concentrée, accaparent près de 80 pour-cent du commerce interprovincial de produits manufacturés, ont reçu la part la plus importante de ces bénéfices. La protection tarifaire dont a pu jouir l'industrie manufacturière de l'Ontario est cependant, en moyenne, inférieure à celle dont le reste du Canada a bénéficié. De plus, l'industrie de l'Ontario exige généralement des investissements de capitaux plus intensifs et, de ce fait, les livraisons en provenance de l'Ontario ont donné lieu à la création d'un nombre d'emplois moins élevé, comparé aux emplois créés par les livraisons expédiées par les autres provinces. Le résultat net est que l'Ontario n'a pas reçu de bénéfices disproportionnés considérant son importance ou son rôle économique dans la Confédération.

De plus, l'Ontario représente un marché important pour les fabricants des autres provinces. On estime que l'Ontario reçoit plus de la moitié des biens produits dans les autres provinces et destinés au commerce interprovincial. Plus encore, les consommateurs et les entreprises de l'Ontario fournissent des subsides indirects de près de \$450 millions aux fabricants de l'extérieur de la province.

Dans ses échanges de produits manufacturés avec la Colombie-Britannique, les provinces des Prairies et les provinces de l'Atlantique, l'Ontario enregistre un excédent. Plus de 94,000 emplois dans l'industrie manufacturière de l'Ontario et des subsides nets de près de \$300 millions versés par les consommateurs des autres provinces sont reliés à l'existence de cet excédent. Cependant, les échanges commerciaux entre le Québec et l'Ontario se soldent pratiquement par une situation d'équilibre, tant en ce qui concerne les emplois créés que les subsides versés par les consommateurs. Les montants nets révèlent que les emplois créés par l'excédent commercial dont jouit l'industrie manufacturière de l'Ontario représentent moins de 11 pour-cent de tous les emplois dans le secteur manufacturier.

Les avantages indirects des échanges commerciaux de produits manufacturés sont compensés par la contribution fiscale directe que l'Ontario verse à la Confédération. Les bénéfices que représentent les arrangements tarifaires canadiens se font largement sentir dans toutes les provinces et, en tant qu'outil de développement économique, les tarifs douaniers continuent de contribuer à la croissance industrielle à l'extérieur de l'Ontario.

## Appendices

L'analyse contenue dans ce rapport est basée sur des données encore non publiées de Statistique Canada concernant la destination des livraisons de produits manufacturés, 1974 (données provisoires). On pourra trouver plus de détails à ce sujet dans *Le Quotidien de Statistique Canada*, en date du 13 avril 1977.

# Appendice 1

## Destination des livraisons selon les régions

(en milliers de \$)

De \ À	Même province	Autres provinces	Exportations	Confidentiel et non précisé	Total
Provinces de l'Atlantique	1,248,439	1,159,588	1,403,740	275,854	4,087,619
Québec	11,096,470	6,666,064	3,071,943	1,562,369	22,396,846
Ontario	20,845,790	9,551,560	8,422,957	2,584,054	41,404,361
Provinces des Prairies	3,712,239	2,341,993	601,522	490,388	7,146,142
Colombie-Britannique <sup>1</sup>	2,935,043	1,001,491	2,786,473	697,116	7,420,123

<sup>1</sup>Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

# Appendice 2

## Mouvements interprovinciaux des produits manufacturés, selon les régions

(en milliers de \$)

De \ À	Provinces de l'Atlantique <sup>1</sup>	Québec	Ontario	Provinces des Prairies <sup>1</sup>	Colombie-Britannique <sup>2</sup>	Total
Provinces de l'Atlantique <sup>1</sup>	432,332	368,922	303,026	36,705*	18,603*	1,159,588
Québec	885,176	—	4,331,676	931,579	517,633	6,666,064
Ontario	1,193,112	4,652,058	—	2,451,347	1,255,043	9,551,560
Provinces des Prairies <sup>1</sup>	82,769	432,158	448,622	744,980	633,464	2,341,993
Colombie-Britannique <sup>2</sup>	48,423	119,541	246,157	587,370	—	1,001,491

<sup>1</sup>Ne comprend pas les livraisons intérieures dans chaque province.

<sup>2</sup>Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

\*Données incomplètes.

**Appendice 3**  
Solde des mouvements interprovinciaux de produits manufacturés, 1974  
(en milliers de \$)

De \ À	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie-Britannique <sup>1</sup>	Solde
Provinces de l'Atlantique	—	- 516,253	- 890,086	- 46,064	- 29,820	- 1,482,223
Québec	+ 516,253	—	- 320,382	+ 499,421	+ 398,092	+ 1,093,384
Ontario	+ 890,086	+ 320,382	—	+ 2,002,725	+ 1,008,886	+ 4,222,079
Provinces des Prairies	+ 46,064	- 499,421	- 2,002,725	—	+ 46,094	- 2,049,988
Colombie-Britannique <sup>1</sup>	+ 29,820	- 398,092	- 1,008,886	- 46,094	—	- 1,423,252

<sup>1</sup>Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

**Appendice 4**  
Mouvements interprovinciaux de l'emploi, 1974

De \ À	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie-Britannique <sup>1</sup>
Provinces de l'Atlantique	8,331	8,115	7,589	764	397
Québec	23,613	—	103,756	28,308	16,271
Ontario	26,944	105,764	—	56,833	29,791
Provinces des Prairies	1,258	6,324	8,187	14,134	10,621
Colombie-Britannique <sup>1</sup>	1,047	2,669	5,414	11,863	—

<sup>1</sup>Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Niveau moyen de la protection tarifaire selon les industries,  
Canada, 1974

Appendice 5

	Tarif moyen (pour-cent ad valorem)
Aliments et boissons	7.6
Tabac	26.3
Caoutchouc, produits en plastique	12.3
Cuir	14.0
Textiles	13.2
Bonneterie	23.2
Habillement	18.5
Bois	8.3
Meubles, articles d'ameublement	14.0
Papier, activités annexes	7.8
Imprimerie, édition	5.8
Première transformation des métaux	4.1
Fabrication de produits en métal	9.3
Fabrication de machines	7.1
Équipement de transport	4.5
Produits électriques	8.4
Minéraux non métalliques	7.1
Pétrole et charbon	5.8
Industrie chimique	7.1
Divers	10.3

Mouvements interprovinciaux des subsides dus à  
la protection tarifaire, 1974

Appendice 6

(en milliers de \$)

De \ À	Provinces de l'Atlantique <sup>1</sup>	Québec	Ontario	Provinces des Prairies <sup>1</sup>	Colombie- Britannique <sup>2</sup>	Coût pour le reste du Canada
Provinces de l'Atlantique <sup>1</sup>	28,478	26,617	23,171	2,610	1,322	82,198
Québec	77,990	—	368,527	98,817	56,702	602,036
Ontario	90,833	365,830	—	183,485	98,722	738,920
Provinces des Prairies <sup>1</sup>	6,372	31,896	33,373	53,415	44,196	169,252
Colombie-Britannique <sup>2</sup>	3,850	8,847	17,606	42,323	—	72,626

<sup>1</sup>Ne comprend pas les livraisons intérieures dans chaque province.

<sup>2</sup>Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Destination des livraisons des provinces de l'Atlantique  
acheminées vers les autres provinces, 1974  
(en millions de \$)

Appendice 7

	Provinces de l'Atlantique <sup>1</sup>	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie- Britannique <sup>2</sup>
Aliments et boissons	564*	85	122	3*	3
Tabac	—	—	—	—	—
Caoutchouc, produits en plastique	X	X	X	X	X
Cuir	X	X	X	X	X
Textiles	—	X	22	X	X
Bonneterie	X	5	5	—	X
Habillement	X	X	X	X	—
Bois	114*	7	3	X	—
Meubles, articles d'ameublement	9*	X	—	X	X
Papier, activités annexes	100*	36	15	X	X
Imprimerie, édition	38*	—	—	X	X
Première transformation des métaux	X	X	—	X	X
Fabrication de produits en métal	70	X	—	X	X
Fabrication de machines	X	X	—	X	X
Équipement de transport	56*	X	—	X	X
Produits électriques	11	4	4	X	X
Minéraux non métalliques	82*	X	X	—	—
Pétrole et charbon	334	X	X	—	—
Industrie chimique	34*	4	X	—	X
Divers	8*	3	X	X	X
Reste	260	221	131	34	16
TOTAL	1,681	365	303	37	19

\*Données partielles seulement.

X Confidentiel.

— Nul ou zéro.

<sup>1</sup>Ne comprend pas les livraisons intérieures dans chaque province.

<sup>2</sup>Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Destination des livraisons du Québec acheminées vers les  
autres provinces, 1974  
(en millions de \$)

Appendice 8

	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie- Britannique <sup>1</sup>
Aliments et boissons	167	2,782	482	114	60
Tabac	28	105	105	41	23
Caoutchouc, produits en plastique	21	211	119	27	12
Cuir	12	109	73	21	14
Textiles	37	646	309	97	48
Bonneterie	14	210	90	40	17
Habillement	78	577	320	120	69
Bois	22	420	114	6	4
Meubles, articles d'ameublement	29	219	110	38	21
Papier, activités annexes	50	953	452	23	8
Imprimerie, édition	20	517	118	16	12
Première transformation des métaux	38	465	491	27	X
Fabrication de produits en métal	70	652	233	62	36
Fabrication de machines	27	189	78	23	19
Équipement de transport	58	271	155	41	28
Produits électriques	52	355	312	85	46
Minéraux non métalliques	15	425	56	11	6
Pétrole et charbon	34	1,240	255	X	X
Industrie chimique	61	564	351	80	47
Divers	18	186	108	8	1
Reste	36	—	—	49	48
<b>TOTAL</b>	<b>885</b>	<b>11,110</b>	<b>4,332</b>	<b>932</b>	<b>518</b>

X Confidentiel.

— Nul ou zéro.

<sup>1</sup> Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.



Destination des livraisons de l'Ontario acheminées vers les  
autres provinces, 1974  
(en millions de \$)

Appendice 9

	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie- Britannique <sup>1</sup>
Aliments et boissons	271	613	4,070	269	153
Tabac	13	136	116	35	26
Caoutchouc, produits en plastique	36	215	629	89	50
Cuir	10	59	136	23	14
Textiles	31	275	423	49	41
Bonneterie	3	39	69	17	11
Habillement	21	61	215	51	31
Bois	7	42	400	9	2
Meubles, articles d'ameublement	26	61	351	54	29
Papier, activités annexes	32	286	1,289	93	31
Imprimerie, édition	18	73	855	38	26
Première transformation des métaux	55	424	2,368	149	76
Fabrication de produits en métal	142	339	1,831	239	130
Fabrication de machines	82	227	748	257	93
Équipement de transport	127	495	1,963	420	159
Produits électriques	133	499	1,176	289	169
Minéraux non métalliques	17	104	784	37	14
Pétrole et charbon	—	21	1,386	5	2
Industrie chimique	115	493	1,459	212	122
Divers	12	190	579	93	70
Reste	41	—	—	22	4
TOTAL	1,193	4,652	20,846	2,451	1,255

<sup>1</sup> Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Destination des livraisons des provinces des Prairies acheminées vers les autres provinces, 1974 Appendice 10  
(en millions de \$)

	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces des Prairies <sup>1</sup>	Colombie- Britannique <sup>2</sup>
Aliments et boissons	56*	315*	204	188	285
Tabac	—	—	—	—	X
Caoutchouc, produits en plastique	X	X	5	6*	10*
Cuir	—	X	X	2	2
Textiles	—	—	1	3*	2*
Bonneterie	X	X	1	X	1*
Habillement	5*	15	26	24*	8*
Bois	X	4	11	35	20*
Meubles, articles d'ameublement	—	1	4	20*	8*
Papier, activités annexes	X	X	X	6*	7*
Imprimerie, édition	—*	1	8	10*	4*
Première transformation des métaux	X	2	27	29*	31*
Fabrication de produits en métal	1*	5	15	33*	13*
Fabrication de machines	1*	4	11	44*	8*
Équipement de transport	—	5	17	42*	35*
Produits électriques	1*	4	10	17*	15*
Minéraux non métalliques	X	1	7	15*	31*
Pétrole et charbon	X	X	1	69*	46*
Industrie chimique	X	1	24	49*	23*
Divers	—	—	2	2*	1*
Reste	18	74	73	154	42
<b>TOTAL</b>	<b>83*</b>	<b>432*</b>	<b>449</b>	<b>745*</b>	<b>591*</b>

X Confidentiel.

— Nul ou zéro.

\*Données partielles seulement.

<sup>1</sup>Ne comprend pas les livraisons intérieures dans chaque province.

<sup>2</sup>Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Destination des livraisons de la Colombie-Britannique  
acheminées vers les autres provinces, 1974  
(en millions de \$)

Appendice 11

	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie- Britannique <sup>1</sup>
Aliments et boissons	5*	18	35	131	753
Tabac	—	—	—	—	—
Caoutchouc, produits en plastique	—	1	2	4	18
Cuir	X	X	X	X	X
Textiles	X	2	4	11	22
Bonneterie	X	X	X	X	X
Habillement	1	2	3	3*	21
Bois	22	61	122	145	505
Meubles, articles d'ameublement	—	X	X	2*	36
Papier, activités annexes	X	5	3	74	277
Imprimerie, édition	X	1	2	5*	86
Première transformation des métaux	X	—	22	33*	87
Fabrication de produits en métal	1*	5	9	58*	238
Fabrication de machines	2*	5	9	11	88
Équipement de transport	4*	14	20	43	174
Produits électriques	—	3	5	16	31
Minéraux non métalliques	—	X	X	6*	155
Pétrole et charbon	—	—	X	X	X
Industrie chimique	X	X	4	29	112
Divers	X	X	—	—	X
Reste	14	3	4	17	357
<b>TOTAL</b>	<b>48</b>	<b>120</b>	<b>246</b>	<b>587</b>	<b>2.960</b>

\*Données partielles seulement.

— Nul ou zéro.

X Confidentiel.

<sup>1</sup>Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Origine des produits manufacturés livrés en Ontario, 1974  
(en millions de \$)

Appendice 12

	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Colombie- Britannique <sup>1</sup>
Aliments et boissons	122	482	204	35
Tabac	—	105	—	—
Caoutchouc, produits en plastique	X	119	5	2
Cuir	X	73	X	X
Textiles	22	309	1	4
Bonneterie	5	90	1	X
Habillement	X	320	26	3
Bois	3	114	11	122
Meubles, articles d'ameublement	—	110	4	X
Papier, activités annexes	15	452	X	— 3
Imprimerie, édition	—	118	8	2
Première transformation des métaux	—	491	27	22
Fabrication de produits en métal	—	233	15	9
Fabrication de machines	—	78	11	9
Équipement de transport	—	155	17	20
Produits électriques	4	312	10	5
Minéraux non métalliques	X	56	7	X
Pétrole et charbon	X	255	1	X
Industrie chimique	X	351	24	4
Divers	X	108	2	—
Reste	131	—	73	4
TOTAL	303	4,332	446	246

— Pas de données ou zéro.

X Confidentiel.

<sup>1</sup> Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.











3 1761 11546190 7

